



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/46/PV.21
15 octobre 1991

FRANCAIS

Quarante-sixième session

ASSEMBLEE GENERALE

PROCES-VERBAL PROVISOIRE DE LA 21e SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le jeudi 3 octobre 1991, à 15 heures

Président : M. SHIHABI (Arabie saoudite)
puis : M. AL-NI'MAH (Qatar)
(Vice-Président)

Débat général [9] (suite)

Déclarations de :

M. Gombosuren (Mongolie)
M. Sanoussi (Guinée)
M. Mbonimpa (Burundi)
M. Ould Didi (Mauritanie)
M. Coore (Jamaïque)
M. Katopola (Malawi)
M. Mocumbi (Mozambique)

Le présent procès-verbal contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du procès-verbal.

La séance est ouverte à 15 h 10.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. GOMBOSUREN (Mongolie) (interprétation du russe) : Monsieur le Président, c'est vraiment pour moi un plaisir de vous féliciter chaleureusement à l'occasion de votre élection aux hautes fonctions de Président de la quarante-sixième session de l'Assemblée générale, qui est appelée à jouer un rôle important dans la poursuite de l'amélioration des activités de notre organisation.

Nous rendons hommage à votre prédécesseur, M. Guido de Marco, le représentant de Malte, pour la façon dynamique dont il a dirigé les travaux de la dernière session de l'Assemblée générale.

La délégation mongole est profondément heureuse de l'admission à l'Organisation mondiale de sept nouveaux Etats Membres, à savoir la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, la République des Iles Marshall, les Etats fédérés de Micronésie, la République de Lettonie, la République de Lituanie et la République d'Estonie. Nous félicitons sincèrement les représentants de ces Etats.

Une autre année s'est écoulée, qui a été marquée par le renforcement de tendances positives dans le monde - une année marquante en raison des événements dont elle a été témoin et qui serviront longtemps pour nous de leçon et d'encouragement dans notre marche régulière vers un nouvel ordre mondial fondé sur l'acceptation générale de valeurs universelles.

Tout d'abord, j'aimerais mentionner la crise du golfe Persique. L'agression contre le Koweït a certainement été un défi lancé à l'ensemble de la communauté mondiale, et celle-ci y a réagi de façon appropriée. L'agresseur a été arrêté. A notre avis, la principale leçon à tirer de la crise est que la force ne peut défier impunément la volonté du faible et que l'Organisation des Nations Unies ne permettra plus des actions semblables, qui violent la Charte de façon flagrante.

L'issue de cette crise, conforme à toutes les normes d'éthique et de morale des relations entre Etats, a renforcé la foi des nations dans la possibilité de réaliser un nouvel ordre mondial juste. Et cela est très important parce qu'il y a beaucoup plus de faibles que de forts dans

M. Gombosuren (Mongolie)

le monde. Les faibles ont besoin non pas de diktat mais de coopération, d'assistance et de justice de la part des forts. Cela ne réduit certainement pas la signification d'autres normes et principes juridiques qui président aux relations entre les Etats. Des valeurs fondamentales telles que la démocratie, les droits de l'homme, la liberté d'opinion et de choix, entre autres, doivent être considérées comme des critères fondamentaux.

Deuxièmement, l'année 1991 nous a apporté des résultats prometteurs dans le domaine du désarmement.

Il n'a fallu que peu de temps pour que le Traité soviéto-américain sur l'élimination des missiles de portée intermédiaire et de plus courte portée soit conclu. Aujourd'hui, il est déjà appliqué entièrement. De plus, les deux parties ont élaboré un nouvel accord sur la réduction sensible des armes stratégiques offensives. C'est un pas important sur la voie de l'élimination complète des armes nucléaires. Les nouvelles initiatives proposées par le Président des Etats-Unis d'Amérique, George Bush, portant sur de nouvelles réductions des armes nucléaires, ouvrent à notre avis de vastes perspectives dans ce domaine.

Nous nous félicitons de la décision de la Chine, de la France et de certains autres pays d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Des progrès encourageants ont été réalisés dans les négociations sur l'interdiction des armes chimiques qui, nous l'espérons, conduiront à l'élaboration d'un accord approprié dès l'année prochaine.

La troisième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques a prouvé qu'il était nécessaire de réaffirmer et de renforcer cet instrument important.

Qui plus est, l'amélioration du climat international ces dernières années est en grande partie due à la perestroïka de l'Union soviétique et à sa politique de la nouvelle pensée. Sous son influence, des événements d'une importance historique se sont produits, en particulier dans les pays d'Europe de l'Est. En dernière analyse, ils ont mis fin à la guerre froide. L'amélioration survenue dans les relations internationales et la solution de problèmes mondiaux urgents dépendront dans une certaine mesure du rythme de la perestroïka. Par conséquent, pratiquement toute la communauté mondiale est intéressée par son succès. Cela est amplement démontré par la condamnation

M. Gombosuren (Mongolie)

unanime et presque universelle du putsch survenu au mois d'août en Union soviétique. Ce putsch a été un test sérieux tant pour la perestroïka soviétique que pour la tendance encore timide vers l'entente sur le plan international. La perestroïka a réussi ce test, et la cause de la démocratie et de la liberté a été défendue par un commun effort. C'est peut-être là la principale leçon à tirer des événements d'août en Union soviétique. Maintenant que la perestroïka s'est engagée dans une phase qualitativement nouvelle, des perspectives encore plus encourageantes s'ouvrent pour la coopération mondiale sur tous les problèmes pressants d'aujourd'hui.

Ainsi, dans l'ensemble, des courants sains dominent le paysage politique de la planète, et on a tendance à croire ces processus irréversibles. Cela sera certainement vrai dans les conditions appropriées et si des efforts sont déployés à cette fin.

Pendant de nombreuses années, le continent asiatique a été une région où ont sévi les plus dangereux foyers de tension et de conflit. Cependant, récemment, la situation s'est améliorée. Les changements dramatiques qui se sont produits dans le monde et le cours des événements en Asie même nous permettent d'espérer l'élimination de ces foyers. Une recherche active menée par les parties, avec la participation des Nations Unies, donne des résultats tangibles dans le domaine de l'instauration de la paix.

Nous nous félicitons du consensus qui se dessine sur la convocation de la conférence de paix sur le Moyen-Orient, avec la participation de toutes les parties intéressées. Le moment est venu de mettre un terme aux souffrances du peuple palestinien. La justice devrait être complètement rétablie dans tous ses aspects, en tenant compte des intérêts légitimes de tous les pays de la région. Il ne faut pas perdre de vue que les événements du Golfe ont montré une fois encore le danger que fait peser une situation non résolue au Moyen-Orient.

A notre avis, la tension sur la péninsule coréenne est quelque peu réduite. Les deux parties désirent rechercher des solutions mutuellement acceptables. Cela est démontré par l'admission simultanée des deux Corée à l'ONU. Nous exprimons l'espoir que cette mesure facilitera la réunification pacifique de la Corée, conformément aux aspirations de son peuple.

M. Gombosuren (Mongolie)

De nouveaux événements positifs se sont produits en faveur de la solution du problème cambodgien. Nous espérons que la prochaine Conférence internationale de Paris sera couronnée de succès.

Les efforts faits présentement pour régler la longue crise afghane sont conformes également au climat actuel. A notre avis, le récent accord entre l'Union soviétique et les Etats-Unis sur l'interruption de la livraison d'armes à toutes les parties afghanes est fortement prometteur.

La Mongolie accorde beaucoup d'importance au renforcement de la compréhension et de la confiance mutuelles en Asie et a avancé par le passé des idées à cette fin. Plus particulièrement, mon gouvernement a proposé que se tienne régulièrement un dialogue entre les pays d'Asie septentrionale et du Pacifique pour leur permettre d'échanger des vues sur les moyens de trouver des solutions optimales aux problèmes existants. Il existe de nombreux problèmes militaires, politiques, économiques, écologiques et autres. On peut affirmer que le climat dans la région est beaucoup plus propice à la promotion d'idées dans ce domaine, y compris au sujet de la création d'un nouvel ordre mondial.

Malgré la diversité du continent asiatique, avec ses nombreuses particularités ethniques, religieuses, culturelles et autres, les pays asiatiques ont beaucoup en commun. La solution des problèmes urgents de développement économique et social et de dégradation de l'environnement, ainsi que de nombreux autres, exige des efforts communs actifs. Nous estimons qu'une attention plus soutenue et une meilleure compréhension sont nécessaires pour que soit perçue la corrélation entre ces problèmes communs et que soit ensuite entreprise la recherche de nouvelles formes de coopération plus élargie et plus intense entre les pays asiatiques.

De rapides changements positifs sont intervenus dans le climat politique de notre planète, mais il n'en va pas de même dans les relations économiques internationales. Malheureusement, il n'y a aucune trace de changements importants dans ce domaine.

Le fossé entre les pays riches et les pays pauvres s'élargit. Le problème de la dette extérieure est loin d'être résolu, bien que certaines mesures limitées aient été prises en ce sens. Le protectionnisme et d'autres

M. Gombosuren (Mongolie)

conditions de commerce injustes, de même que des difficultés d'accès aux techniques de pointe, imposent un lourd fardeau à l'énorme majorité des pays en développement. Etant donné la nécessité de résoudre ces problèmes, il est important d'intensifier les efforts pour donner un nouvel élan au dialogue Nord-Sud.

A notre avis, la Déclaration de l'Assemblée générale à sa dix-huitième session extraordinaire et la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement constituent un fondement important pour la réalisation de l'objectif relatif à la création de relations économiques justes et réellement égales.

Aujourd'hui, le problème de la protection de l'environnement occupe à juste titre une place spéciale à l'ordre du jour mondial. Nous partageons pleinement l'opinion selon laquelle ce problème ne peut être séparé du développement. Dans ce contexte, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui aura lieu en 1992 au Brésil, devrait clarifier de nombreuses questions.

La Mongolie est un des pays où l'expérience communiste a échoué. Pour la deuxième année, le pays avance sur la voie d'une profonde réforme politique et économique. Des progrès importants ont été enregistrés en matière de démocratisation et de libéralisation de la vie sociale sous tous ses aspects. Actuellement, la tâche principale se résume à consolider des acquis démocratiques et à créer les conditions juridiques et autres permettant d'écarter la possibilité du retour de l'ordre ancien. A cet égard, beaucoup d'importance est accordée à l'élaboration d'une nouvelle constitution, dont l'adoption est prévue en novembre prochain.

Le Gouvernement prend des mesures énergiques pour mettre le pays sur la voie de l'économie de marché. De nombreuses lois ont été élaborées et mises en oeuvre en vue d'assurer le fondement juridique du développement des relations de marché. Le processus de privatisation des propriétés d'Etat prend de l'ampleur. Les prix des biens et services ont été libérés dans leur ensemble. Un nouveau système bancaire a été mis sur pied. Un marché boursier est créé. Des conditions favorables sont mises en place pour le secteur privé, l'entreprise privée, etc.

M. Gombosuren (Mongolie)

Cependant, la solution des problèmes économiques se heurte à d'énormes difficultés, tant de nature objective que subjective. L'ancien système de relations économiques s'effondre, mais le nouveau n'a pas encore été défini. Cela vaut aussi pour nos relations économiques extérieures. Tous ces facteurs ont contribué au ralentissement de la production, suscité une hausse du chômage et une inflation excessive et eu d'autres conséquences négatives.

Le pays connaît une grave pénurie de ressources financières. Cela donne particulièrement lieu à de graves difficultés d'approvisionnement de la population en denrées alimentaires et en biens de consommation, et de l'industrie en matières premières et en pièces détachées. Une absence presque totale de personnel qualifié pour mener à bien les réformes économiques en matière de gestion et d'organisation, ainsi que de technologie, pose un problème très grave.

Malheureusement, nous ne sommes pas en position de résoudre ces problèmes nous-mêmes; nous avons besoin d'une aide extérieure. Je dois dire que nous recevons déjà de l'aide du Japon, des Etats-Unis et d'autres pays. Dans un avenir rapproché, des crédits seront fournis par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, dont la Mongolie est devenue membre cette année.

Cette aide et ces crédits contribueront beaucoup à la solution de problèmes urgents. Mais ce n'est pas tout. Nous considérons également cette aide comme l'expression d'un appui réel à nos réformes démocratiques.

Dans ce contexte, je tiens à exprimer, au nom du Gouvernement mongol, ma profonde reconnaissance à tous ceux qui ont apporté à nos réformes un ferme appui moral, politique, matériel et autre.

Tout en nous attaquant aux tâches urgentes actuelles, nous établissons en même temps les fondations du développement de demain. De ce point de vue, le développement de la coopération avec d'autres Etats est très important et notre politique extérieure est orientée en ce sens. Aujourd'hui, la politique extérieure de la Mongolie est totalement à l'abri de considérations idéologiques qui, jusqu'à récemment, exerçaient sur elle une profonde influence.

M. Gomboasuren (Mongolie)

La République populaire mongole est disposée à établir des relations égales et mutuellement avantageuses avec tous les pays, sur la base du respect de la souveraineté, du libre choix du développement social et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres. Nous ferons tous les efforts possibles pour renforcer davantage nos liens étroits globaux avec nos deux grands voisins : l'Union soviétique et la République populaire de Chine.

La Mongolie est favorable à l'approfondissement de ses relations avec les pays développés dans divers domaines. Nous pouvons dire aujourd'hui qu'un bon départ a été pris dans certaines directions. En général, beaucoup reste à faire pour susciter et tirer parti des possibilités mutuelles de développer des relations.

M. Gombosuren (Mongolie)

Nous continuerons de renforcer notre solidarité avec les pays en développement et de coopérer avec eux pour résoudre des tâches et des problèmes communs. C'est précisément pour cette raison que la Mongolie est récemment devenue membre du Mouvement des pays non alignés. Ce faisant, nous sommes également partis de l'hypothèse que la mission historique du Mouvement est loin d'être terminée et qu'il continuera de jouer un rôle positif dans les affaires internationales.

Cette année marquera le trentième anniversaire de l'admission de la République populaire de Mongolie à l'Organisation des Nations Unies. Pendant ces années, la Mongolie s'est efforcée d'apporter sa contribution aux efforts faits par l'ONU en faveur du maintien de la paix et du renforcement de la compréhension et de la coopération internationales. Je voudrais mentionner ici qu'à l'initiative de mon pays, des documents importants concernant des questions telles que le droit des peuples à la paix, la Semaine internationale du désarmement, destinée à favoriser le désarmement, et l'Année internationale de l'alphabétisation, aussi bien que d'autres questions relatives au développement économique et social ont été adoptés par l'Organisation des Nations Unies et les organisations de son système.

Il importe de souligner que l'Organisation des Nations Unies n'est plus une arène de rivalité idéologique et d'affrontement. Nous y voyons un véritable centre d'harmonisation et de coordination des actions des nations visant la réalisation d'objectifs communs. La délégation mongole estime que les propositions présentées par les représentants des différents pays pour améliorer notre organisation méritent d'être examinées avec beaucoup de soin et de façon approfondie.

Pour terminer, permettez-moi de me joindre aux paroles de reconnaissance qui ont été exprimées par de nombreux pays au Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, qui terminera bientôt sa mission. Ses activités à ce poste ont été marquées par une quête constante et visionnaire et par une initiative créatrice. Il mérite vraiment nos félicitations les plus chaleureuses.

M. SANOUSI (Guinée) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de transmettre aux honorables délégués à la présente session les vives et chaleureuses salutations du peuple et du Gouvernement guinéens, ainsi que celles de S. E. le général Lansana Conté, Président de la République.

M. Sanoussi (Guinée)

Je voudrais aussi dire combien ma délégation se réjouit de votre élection à la présidence de la quarante-sixième session ordinaire et vous exprimer, par la même occasion, sa conviction que grâce à vos grandes qualités et à votre riche expérience diplomatique nos travaux seront couronnés de succès.

A cette fin, je voudrais vous assurer de l'entière collaboration de la délégation que je conduis, pour la réussite de votre délicate et exaltante mission.

Votre prédécesseur, S. E. M. Guido de Marco, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Malte, mérite nos hommages déferents pour la sérénité, l'efficacité et le talent avec lesquels il a dirigé les travaux de la quarante-cinquième session.

Je voudrais transmettre également à S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, toute la satisfaction et la profonde reconnaissance du Gouvernement de la République de Guinée pour son abnégation et son dévouement pour la paix et la sécurité internationales.

C'est ici l'occasion de lui signifier combien mon peuple a été sensible au message de paix et d'amitié qu'il lui a apporté lors de la visite qu'il a bien voulu effectuer à Conakry du 6 au 8 juin dernier.

L'admission récente de sept nouveaux Membres témoigne de l'universalité de notre organisation et permettra, à coup sûr, de conférer à celle-ci un plus grand dynamisme dans la réalisation de ses objectifs.

Nous voudrions ici saluer la République démocratique de Corée, la République de Corée, les Etats fédérés de Micronésie, les Iles Marshall, les Républiques baltes de Lituanie, d'Estonie et de Lettonie.

La présente session s'ouvre sur une ère nouvelle, marquée par la disparition de la bipolarisation du monde qui avait longtemps fait obstacle au progrès dans les relations internationales.

Depuis donc la fin de 1989, le monde est devenu le théâtre de bien des événements qui ont rendu obsolètes les anciennes structures politico-juridiques, dont la fragilité n'a pu résister à la volonté des peuples de disposer d'eux-mêmes et d'imposer le respect des droits de l'homme comme fondement de la société humaine.

M. Sanoussi (Guinée)

Les leçons à tirer de ces événements sont multiples tant au plan de la pensée sociale qu'à celui de la pratique politique. En effet, si l'avènement de cette ère autorise de grandes espérances dans certaines régions, elle suscite, par contre, quelques inquiétudes dans d'autres parties du globe, éprouvées par des vagues de violence et de massacres qui risquent de rendre la paix bien précaire.

Dans ce nouveau contexte, la communauté internationale doit s'atteler d'abord à éliminer tout risque de guerre, en particulier nucléaire. A cet égard, ma délégation salue et encourage les dernières initiatives américaines en matière de désarmement. Ensuite, la communauté internationale doit étendre l'esprit de coopération à tous les domaines, notamment aux relations économiques et à la solution des problèmes sociaux. Enfin, elle doit veiller à la primauté du droit dans les affaires internationales et au respect des droits de l'homme et des peuples.

Le processus de démocratisation en cours est perçu partout comme le signe évident d'un changement fondamental ayant pour finalité la justice, la stabilité sociale et un mieux-être. Pour être efficient et concret, ce processus doit épouser les réalités historiques, sociales et culturelles du terroir. Toute imposition de schéma, de stéréotype n'aura d'autre effet que de compromettre les efforts de développement de la société et freiner l'épanouissement de l'individu.

En ce qui concerne la République de Guinée, l'adoption récente de la Loi fondamentale réduit l'écart entre les aspirations populaires et la réalité, et donne à chaque citoyen les moyens de s'exprimer librement et de s'émanciper. Le désengagement progressif de l'Etat du secteur industriel et commercial, l'encouragement à l'initiative privée, la promotion de la propriété individuelle, la création des conditions de stabilité sociale, d'unité et de cohésion nationales sont au coeur de ces transformations en cours dans mon pays.

Toutefois, l'expérience a prouvé que la réalisation des objectifs démocratiques dans les pays africains ne va pas sans quelques troubles et remise en cause. Cette volonté de démocratisation se heurte, hélas, aux difficultés découlant de la mise en oeuvre des politiques d'ajustement structurel qui, il convient de le souligner ici, ne bénéficient pas du soutien attendu des donateurs.

M. Sanoussi (Guinée)

Cette situation aggrave l'état de dénuement et le sentiment de frustration de nos populations. Aussi la dépendance de nos Etats vis-a-vis des institutions internationales et des partenaires bilatéraux s'en trouve-t-elle renforcée.

Conscient de ces dérapages possibles, mon gouvernement a observé une transition pacifique au cours de laquelle un Conseil national de transition a été mis sur pied pour élaborer les lois organiques devant régir les institutions constitutionnelles prévues dans la Loi fondamentale, institutions qui doivent fonctionner selon le principe de la séparation des pouvoirs. Cette période transitoire prendra fin en décembre 1991. Au cours de l'année prochaine, les institutions démocratiques prévues dans la Loi fondamentale prendront vie et corps avec le démarrage des activités des partis politiques, l'organisation des législatives et l'installation de la Cour suprême.

En Afrique, si l'accession de la Namibie à l'indépendance a eu un effet salubre sur la situation en Afrique australe, le démantèlement de l'apartheid se heurte encore à des difficultés qui subsistent du fait du maintien des structures inhérentes à ce système anachronique et à la persistance de la violence politique.

M. Sanoussi (Guinée)

Toutefois, de notables progrès réalisés par le gouvernement De Klerk augurent un climat propice aux négociations.

Les objectifs contenus dans le Programme d'action issu de la seizième session extraordinaire de l'Assemblée générale de décembre 1989 conservent ici toute leur actualité.

Sur la question du Sahara occidental, mon gouvernement salue les efforts du Secrétaire général et se réjouit de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu permettant ainsi à l'Organisation des Nations Unies la mise en oeuvre pratique de son plan de paix.

La paix au Moyen-Orient et le problème palestinien polarisent plus que jamais l'attention de la communauté internationale.

En effet, la guerre du Golfe avait laissé espérer un règlement global de la crise au Moyen-Orient. Le Gouvernement guinéen est convaincu que l'action de la communauté internationale soutenue par l'esprit de compromis de toutes les parties concernées est un préalable indispensable au succès de la très proche Conférence internationale de paix.

Au demeurant, seule la prise en considération des droits des uns et des autres pourrait déboucher sur une solution juste, globale et durable de cette crise qui a longtemps constitué une source de préoccupation pour la communauté internationale.

Ma délégation apprécie l'évolution positive survenue dans le règlement du conflit cambodgien, évolution qui est à l'origine de la réconciliation nationale par la mise sur pied d'un conseil suprême présidé par le Prince Norodom Sihanouk. Cette situation annonce, fort heureusement, la fin d'une longue ère d'hostilités et de souffrances pour les peuples de la sous-région.

Les récents accords conclus entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique sont certes de remarquables progrès vers le désarmement général et complet. Mais, la persistance de certains foyers de tension et la prolifération des guerres civiles, ici et là, rendent hypothétique encore l'espoir d'une paix définitive.

L'instauration d'un climat moral et politique qui vise l'élimination totale de toutes les armes reste pour ma délégation un impératif catégorique. Et les restrictions des dépenses et des budgets militaires auront à coup sûr des retombées bénéfiques incommensurables sur le développement économique et social de maintes régions du globe.

M. Sanoussi (Guinée)

L'analyse de la situation internationale révèle que l'opposition idéologico-militaire Est-Ouest ne constitue plus le risque de tensions mondiales ou régionales, mais bien de déséquilibres économiques et sociaux entre le Nord et le Sud. A cet égard, l'économie des pays du Sud reste toujours affaiblie par la baisse vertigineuse des prix des produits de base, l'alourdissement du service de la dette, le faible soutien aux politiques d'ajustement structurel et la raréfaction des ressources financières. Pour l'Afrique en particulier, l'endettement extérieur demeure le problème dont l'ampleur et la gravité posent des exigences auxquelles la communauté internationale doit, à court terme, faire face de façon décisive et globale. C'est à ce titre que ma délégation fait siennes les recommandations de la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale d'avril 1990, consacrée à la relance de la croissance et du développement dans les pays en développement. Dans le même ordre d'idées, mon pays appuie l'initiative du Secrétaire général relative à la tenue d'une conférence sur le financement du développement. Aussi, la proposition du Gouvernement japonais d'abriter une conférence internationale sur le développement de l'Afrique recueille-t-elle notre adhésion.

Aujourd'hui, plus que jamais, se posent avec plus d'acuité les questions liées aux relations entre l'homme et la nature.

Il y a déjà près de deux décennies que l'Organisation des Nations Unies a tiré sur la sonnette d'alarme au sujet de la menace que représentent les activités de l'homme pour la santé écologique de notre planète.

La conscience d'un patrimoine planétaire a engendré une puissante solidarité des nations en vue d'un effort concerté pour léguer aux générations futures une planète revivifiée où l'homme vivra en parfaite harmonie avec son écosystème. C'est pourquoi mon gouvernement soutient la tenue prochaine de la Conférence internationale sur l'environnement et le développement, prévue au Brésil en 1992.

Les mutations qui s'opèrent dans tous les domaines de la vie humaine et sociale comportent des effets pervers qui se manifestent sous la forme d'abus et de trafic de stupéfiants ainsi que de la criminalité.

M. Sanoussi (Guinée)

En effet, l'effondrement des structures sociales de base, les disparités entre les villes et les campagnes ayant pour corollaire l'exode rural, laissent l'individu sans défense contre les pressions et les tentations des grandes métropoles, provoquant des perturbations sociales violentes qui continuent d'éprouver maints pays du tiers monde.

A cet égard, mon pays salue la décision de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale de faire de l'année 1994, l'Année internationale de la famille en tant que fondement naturel de la vie en société, facteur de développement et soutien de l'individu.

Aussi, la convocation en 1995 d'une Conférence mondiale consacrée aux femmes s'inscrit-elle dans la stratégie de lutte contre les maux sociaux.

Quant à la Convention relative aux droits de l'enfant, elle est considérée en Guinée comme l'expression de la volonté de la communauté internationale de renforcer la coopération multilatérale en faveur de l'enfance.

Je m'en voudrais si je n'évoquais pas devant cette auguste assemblée l'exode massif provoqué par la crise libérienne qui représente un exemple affligeant de drame que des bouleversements politiques peuvent engendrer à l'intérieur d'un Etat et dans une sous-région. La gravité des problèmes économiques, politiques et sociaux qui en résultent affecte tous les pays de la sous-région. En Guinée, l'afflux massif et brutal de près d'un demi-million de réfugiés pose des problèmes économiques et environnementaux en plus des problèmes d'abri, de santé et d'hygiène.

Cette crise qui a plongé le Libéria dans le génocide et entraîné d'énormes destructions matérielles ne pourrait trouver un dénouement heureux que si toutes les sensibilités politiques participent à une concertation nationale, en vue de mettre définitivement un terme aux souffrances et à l'odyssée de son peuple.

C'est le lieu de saluer et d'encourager les efforts des pays de la sous-région qui ont tenté et tentent encore de conjurer ladite crise.

Enfin, je voudrais, au nom de mon gouvernement, lancer encore une fois un appel pressant à la communauté internationale pour une assistance à moyen et à long terme en faveur des réfugiés libériens et des populations qui les ont généreusement accueillis.

M. Sanoussi (Guinée)

Si l'année écoulée a enregistré de grands changements politiques et sociaux qui ont fondamentalement modifié le paysage géopolitique de la planète, c'est bien grâce au rôle constructif joué par notre organisation universelle dans le dégel des conflits régionaux et dans le combat pour l'avènement d'un monde plus juste, plus prospère et plus démocratique.

Un nouveau contexte des relations internationales est en train de voir le jour, contexte porteur d'une civilisation nouvelle dont les valeurs seront liberté, démocratie, dialogue, coopération et paix.

M. MBONIMPA (Burundi) : Monsieur le Président, l'honneur m'échoit de vous transmettre le message de paix, d'amitié, de solidarité que vous adresse le major Pierre Buyoya, Président du Comité central du Parti Uprona et Président de la République du Burundi.

Je voudrais ensuite vous exprimer au nom du Gouvernement du Burundi mes chaleureuses et sincères félicitations pour votre accession à la présidence de nos travaux. Grâce à votre expérience diplomatique, à votre attachement aux idéaux de paix et à la coopération internationale, il n'y a pas de doute que nos délibérations seront couronnées de succès. En vous portant à la présidence de l'Assemblée générale, la communauté internationale a mis sa confiance dans votre personne et dans votre pays, le Royaume d'Arabie saoudite, avec lequel mon pays entretient de très bonnes relations.

Je puis vous assurer que ma délégation vous apportera tout son soutien afin que votre noble mission soit remplie à la satisfaction de toute la communauté internationale.

M. Mbonimpa (Burundi)

Je tiens à féliciter aussi les autres membres du Bureau qui, nous en sommes convaincus, feront tout leur possible pour vous assister dans vos hautes fonctions.

Nous exprimons notre appréciation et notre profonde gratitude à votre éminent prédécesseur, S. E. M. Guido de Marco, de la République de Malte, qui a présidé la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale avec beaucoup de compétence, de dynamisme et de dévouement, faisant ainsi honneur aux Nations Unies et à son pays.

Enfin, mes remerciements les plus sincères s'adressent au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, pour les efforts qu'il déploie sans relâche et avec succès en vue de préserver la paix et la sécurité dans le monde.

La République du Burundi se joint aux délégations qui l'ont précédée à cette tribune pour souhaiter la bienvenue et adresser ses vives félicitations à ceux qui viennent de se joindre à la famille des Nations Unies, je veux dire la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, la République des Iles Marshall, les Etats fédérés de Micronésie, les Républiques de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie.

Nous estimons que l'entrée simultanée des deux Corée n'aura pas mis fin à l'oeuvre de réunification de la nation coréenne qui a déjà fait un pas très important dans cette direction. Pouvons-nous espérer qu'un jour pas très lointain nous assisterons, ici dans cette même prestigieuse salle, au couronnement de ces efforts de réunification pacifique et que le peuple frère coréen réalisera enfin son rêve.

Avant de livrer à cette auguste assemblée le point de vue de mon pays sur certains des sujets préoccupant la communauté internationale, permettez-moi d'exposer brièvement la situation qui prévaut actuellement au Burundi.

Depuis le 3 septembre 1987, le Gouvernement de la Troisième République n'a cessé de poursuivre les objectifs qu'il s'était fixés, à savoir restaurer l'unité nationale, la justice sociale et le développement de tous dans une démocratie véritable.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le déclarer du haut de cette tribune, les Burundais aspirent à vivre dans la paix, l'ordre et la tranquillité. Nous voulons un pays sûr pour tous, un pays d'unité où seront bannies à jamais la haine et la vengeance.

M. Mbonimpa (Burundi)

Comme vous le savez parfaitement, l'unité nationale est le fer de lance, la pierre angulaire de tout progrès. Le Gouvernement du Burundi continue de joindre l'acte à la parole en adoptant des mesures concrètes, allant dans le sens du renforcement de l'unité et de la réconciliation nationales.

En effet, la formation d'un gouvernement d'unité nationale, l'institution d'une commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, la création du Conseil national de sécurité, le rapatriement massif des réfugiés constituent des faits incontournables qui démontrent la volonté du Gouvernement de la Troisième République d'ériger une société juste, démocratique et prospère.

Grâce à la politique de dialogue et de concertation qui caractérise l'action politique du Président Buyoya et de son gouvernement, le peuple burundais a adopté la Charte de l'unité nationale à 89,21 % des voix exprimées. L'adoption de cette charte, en date du 5 février 1991, fut une victoire sur les forces de division, d'égoïsme et d'injustice. Le peuple burundais a ainsi refusé la division, rejeté la loi de la jungle, la haine et toutes les formes d'exclusion. C'est cette charte qui constitue le fondement des institutions qui seront mises en place dans notre pays.*

Après avoir franchi cette étape importante sur la voie de son unité, le peuple burundais s'engage actuellement vers la démocratisation de la vie politique.

C'est ainsi que la Commission constitutionnelle mise en place le 21 mars 1991 vient de déposer son rapport qui insiste sur les valeurs que la démocratie doit promouvoir, se prononce sur le multipartisme et propose les institutions fondamentales de l'Etat, leur organisation et leur fonctionnement. Pour indiquer que l'unité doit demeurer la base de la démocratie, la Commission propose la création d'un Conseil national de l'unité, l'érection en institutions permanentes du Conseil national de sécurité et du Conseil économique et social déjà existants.

* M. Al-Ni'mah (Qatar), Vice-Président, assume la présidence.

M. Mbonimpa (Burundi)

La Commission constitutionnelle va maintenant organiser et animer les débats à travers tout le pays, afin que le peuple se prononce sur les institutions proposées. La Constitution de la République du Burundi devra être approuvée par référendum au début de l'année 1992.

La future Constitution du Burundi viendra renforcer la politique d'unité nationale et de respect des droits de l'homme entreprise par le Gouvernement depuis quatre ans.

Cette politique s'est caractérisée notamment par la ratification des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

Une politique d'unité nationale conséquente ne peut pas ignorer la question des réfugiés. C'est pour cette raison que le Gouvernement a entrepris toutes les démarches nécessaires, a créé les conditions propices pour le retour volontaire des réfugiés burundais. Aujourd'hui, plus de 10 000 réfugiés sont déjà rentrés et réinstallés et d'autres continuent à venir.

La République-Unie de Tanzanie qui, longtemps, a hébergé la grande majorité de nos réfugiés, a contribué à trouver la solution définitive à la question, en signant le 28 août 1991 avec le Burundi et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés un accord qui institue un groupe de travail technique chargé de promouvoir des solutions définitives au problème des réfugiés burundais en Tanzanie.

Nous apprécions hautement le geste amical et fraternel de la République-Unie de Tanzanie qui a promis d'accorder la nationalité tanzanienne aux réfugiés burundais qui, pour une raison ou une autre, auront choisi de s'établir définitivement dans ce pays. Ainsi, on ne parlera plus de réfugiés burundais en Tanzanie.

La population burundaise manifeste un élan de solidarité à leurs frères et soeurs qui regagnent leur mère patrie. Il me plaît d'informer cette auguste assemblée que la semaine du 10 au 18 août 1991 fut baptisée : "Semaine de solidarité avec les réfugiés burundais". A cet effet, la population a fourni des vivres, des habits, du matériel de construction, sans oublier l'assistance financière.

M. Mbonimpa (Burundi)

Cependant, les besoins restent énormes. C'est pourquoi toute contribution de la communauté internationale sera la bienvenue. Nous profitons de l'occasion pour remercier profondément les pays amis, les organisations internationales et les donateurs privés qui ont apporté leur soutien à notre action.

Malgré une politique courageuse de réformes économiques entreprises depuis 1986 avec l'appui des institutions de Bretton Woods, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ainsi que celui des autres bailleurs de fonds, malgré quelques résultats encourageants déjà enregistrés, mon pays reste confronté à de graves problèmes économiques liés essentiellement à l'effondrement des cours du café et à notre enclavement. C'est pour chercher des voies de solution à ces problèmes économiques que le Conseil économique et social a essayé d'imaginer les voies et les stratégies à adopter en vue d'un développement harmonieux. Ses propositions font actuellement l'objet d'un large débat au niveau national. Le Gouvernement essaie de sensibiliser la population sur les déséquilibres population/ressources dus à l'explosion démographique.

Le Gouvernement développe une vaste campagne à l'échelle du pays pour montrer qu'une politique énergique de limitation des naissances s'avère une nécessité impérieuse si nous voulons continuer à nourrir notre population et lui assurer un développement.

Malgré la priorité que nous accordons à notre politique intérieure, notre pays ne s'est pas enfermé dans une tour d'ivoire mais a continué à s'ouvrir au monde, convaincu que notre époque est celle de l'interdépendance et de la solidarité entre les nations, les régions et les peuples. Le Burundi s'est attelé, quatre ans durant, à mettre sur pied, dans ses rapports avec l'étranger, une politique basée sur la confiance, le dialogue et la concertation.

M. Mbonimpa (Burundi)

Il ne fait aucun doute que nous nous trouvons à une étape décisive et historique unique vers laquelle tous les efforts doivent converger afin que toutes les tendances positives observées soient consolidées et rendues irréversibles et que les relations entre les Etats aient une dimension nouvelle. Cette dynamique nouvelle, qui aujourd'hui caractérise les relations internationales désormais libérées de la guerre froide, constitue un grand espoir de stabilité, et a ouvert la voie à des perspectives de paix, d'entente et de coopération, lesquelles ont permis à notre organisation et à son Secrétaire général de contribuer de main de maître à la prise d'initiatives concrètes pour régler de nombreux conflits qui n'avaient que trop duré.

Parfois des solutions durables ont été trouvées à des conflits qui avaient duré des années. C'est le cas en Angola, au Liban, au Cambodge, etc. Ailleurs, des efforts réels de paix ont été entrepris. Les missions déjà couronnées de succès et la confiance retrouvée dans notre organisation constituent des motifs sérieux de satisfaction et surtout d'espoir. Mon pays souhaite que tous ceux qui font face à des conflits redécouvrent les vertus du dialogue et de la concertation, qui sont les seules armes qui mènent à la paix.

Parlant des conflits dans certains pays, je ne peux pas ne pas mentionner le conflit qui sévit au Rwanda, pays voisin et ami auquel mon pays est lié par des liens solides tissés par la géographie, l'histoire et la culture. Sur le plan économique, le Rwanda et le Burundi sont deux pays complémentaires. Ils appartiennent d'ailleurs aux mêmes ensembles régionaux, comme la CEPGL, l'OBK et la ZEP. C'est pour toutes ces raisons que le Burundi a participé à toutes les rencontres visant à trouver des solutions durables à la crise rwandaise et que nous restons préoccupés par la poursuite de la confrontation armée, qui engendre la perte de vies humaines et la destruction du potentiel économique rwandais.

Nous lançons un appel pressant aux parties en conflit pour qu'elles respectent l'accord de cessez-le-feu signé à N'Sele, le 29 mars 1991, et entreprennent rapidement des négociations en vue de trouver des solutions durables. En ce qui nous concerne, nous réaffirmons notre engagement à soutenir toute action qui favorise le retour à la paix dans ce pays frère.

M. Mbonimpa (Burundi)

En Afrique du Sud, nous suivons avec grand intérêt les mesures d'abolition des lois ségrégationnistes qui ont été prises par le Gouvernement sud-africain et l'invitons à poursuivre les négociations avec les mouvements anti-apartheid en vue de l'élimination définitive du système d'apartheid.

Le Burundi estime qu'il s'agit d'efforts remarquables qui, pour porter des fruits, ont besoin de la compréhension et de l'appui de la communauté internationale tout entière. Ma délégation lance en outre un vibrant appel à la population sud-africaine tout entière pour qu'elle s'unisse afin de mieux gagner cette bataille, dont la victoire exige beaucoup de courage et de retenue.

Au Moyen-Orient, nous sommes convaincus que la paix est possible si les parties en conflit acceptent de se mettre ensemble autour d'une table des négociations. Le Burundi souhaite donc qu'une conférence internationale sur le Moyen-Orient soit organisée pour que les peuples de cette région puissent vivre en paix. Le peuple palestinien a droit à une patrie, à un Etat souverain, dans des frontières sûres et internationalement reconnues. C'est pourquoi mon pays appuie et encourage toutes les initiatives prises pour amener la paix entre les peuples palestinien et israélien.

Tous nos yeux sont maintenant tournés vers la prochaine conférence internationale de paix, sur laquelle le Secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a travaillé sans relâche et non sans difficultés pour aboutir à une formule convenable pour chacune des parties prenantes. Ma délégation souhaite qu'un succès vienne couronner ces efforts, un succès dont la condition sine qua non reste la franche collaboration et l'engagement de toutes les parties concernées.

La crise du Golfe a démontré une fois de plus la fragilité de la paix dans cette région stratégique du monde. L'invasion suivie de l'annexion du Koweït par l'Iraq fut un acte d'agression que toute la communauté internationale a condamné. Le droit international avait été violé. Tout pays, quelle que soit sa puissance, doit respecter l'intégrité territoriale d'autres Etats, s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats et éviter de recourir à la force dans le règlement des différends. L'envahissement et l'occupation des petits Etats par les grands ne peuvent être tolérés à notre époque.

M. Mbonimpa (Burundi)

La mobilisation que la crise du Golfe a occasionnée pour la défense du droit international devrait rester la même pour défendre les droits de l'homme et des peuples partout où ceux-ci seraient violés. La politique de deux poids deux mesures dans des situations analogues ne serait que la mort du droit international, comme l'a déclaré S. E. M. François Mitterrand, Président de la République française, du haut de cette tribune, l'année dernière. Il s'agit d'un pari à gagner, car c'est la seule voie pour le retour de la paix dans cette région.

Nous lançons aussi un appel à nos amis de la Yougoslavie pour qu'ils aient le courage politique nécessaire et se mettent autour d'une table des négociations, avec le concours des médiateurs pour faire rapidement revenir la paix chez eux.

En plus des problèmes que nous venons d'évoquer, l'Afrique s'est engagée dans une étape importante de son histoire, qui consiste en la démocratisation des institutions. Cependant, une démocratie non assise sur une base économique solide n'est que mirage, et elle serait condamnée dès sa naissance. L'Afrique, comme le reste du monde engagé sur cette voie, a donc besoin de la même grande attention, de plus de soutien, pour qu'elle puisse aussi inscrire son nom sur une page de l'histoire de la démocratie.

L'Organisation des Nations Unies, qui désormais peut s'honorer d'avoir joué ces derniers temps un rôle d'avant-garde, a retrouvé son prestige d'antan, et son autorité morale ne cesse de se renforcer. En guidant la communauté mondiale sur la voie de l'harmonie politique et du progrès économique et social, l'Organisation des Nations Unies joue un rôle d'une grande importance.

Nous devons également penser que ce développement, cette paix en somme à la sécurité, à l'instauration et à la promotion de laquelle notre organisation s'emploie, est inséparable du désarmement, qui en est l'instrument et non la limite.

Le Gouvernement du Burundi salue la récente initiative prise par le Président américain, M. George Bush, qui vient d'annoncer d'importantes mesures en matière de désarmement. Nous souhaitons que les autres puissances nucléaires suivent cet exemple et que cette étape soit suivie d'autres en vue d'arriver à un désarmement complet.

M. Mbonimpa (Burundi)

Ce qui constitue un facteur très positif pour le désarmement est que la conception de la sécurité est devenue aujourd'hui plus élargie et que ses aspects non militaires - stabilité politique, respect des droits de l'homme, légitimité des gouvernements, conditions de vie des populations, environnement, etc. - sont de plus en plus importants et liés les uns aux autres.

N'empêche qu'un succès à ce niveau dégagerait des moyens suffisants pour permettre à l'Organisation des Nations Unies de réaliser l'oeuvre de paix et de sécurité qui ne saurait être dissociée de ses autres responsabilités, elles aussi qui lui ont été confiées par la Charte : il s'agit de l'amélioration des conditions de vie dans le monde entier, notamment par le truchement d'une organisation des relations économiques internationales équitables.

Nous sommes préoccupés par le danger réel de tarissement du financement du développement. Actuellement, la demande de capitaux extérieurs est devenue supérieure à l'offre, suite aux besoins des économies de l'Europe orientale et de l'URSS en mutation. Ma délégation a déjà eu des occasions de prendre des bonnes notes des déclarations rassurantes faites par des pays ou organismes en matière d'aide, selon lesquelles les pays en développement continueront de recevoir les mêmes sources de financement. Nous nous félicitons de la position des sept pays les plus industrialisés lors de leur dernier sommet et nous encourageons tous les décideurs de cet important groupe de pays à témoigner leur solidarité agissante envers les pays du Sud.

Ce faisant, nous osons espérer que l'acte sera joint à la parole, spécialement dans cette période où l'Afrique court d'énormes risques de marginalisation. Aussi adhérons-nous à l'idée d'une conférence internationale sur le financement du développement, que Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies vient d'émettre à Genève devant la récente session du Conseil économique et social.

M. Mbonimpa (Burundi)

Cette conférence, dont l'objectif serait entre autres d'identifier les sources de financement possibles et de mettre au point des mécanismes permettant d'allouer les ressources nécessaires à un programme de croissance et de développement, devrait être sérieusement préparée afin d'aboutir à des résultats concrets.

La crise de la dette que nous déplorons depuis des années reste malheureusement toujours aiguë. Les différentes propositions et initiatives entreprises pour la juguler n'ont pas encore apporté de résultats palpables.

Au contraire, les pays en développement, en général, et l'Afrique, en particulier, s'enfoncent davantage dans la crise. Si certains pays ont pu bénéficier de quelques mesures de suppression, d'allégement ou de rééchelonnement de la dette, le moment semble venu d'adopter des mesures courageuses, globales et pragmatiques envers tous les pays débiteurs du monde en développement.

Cependant, ainsi que l'a reconnu très récemment le Secrétaire général des Nations Unies, la situation de l'Afrique, en particulier l'Afrique subsaharienne, exige des mesures plus audacieuses et un traitement exceptionnel à l'égard de la dette officielle et semi-officielle, de la dette privée ou commerciale et de la dette multilatérale. Aussi adhérons-nous à ses propositions en vue de la suppression et de la réduction de ces types de dettes.

Sur un autre plan, l'examen et l'évaluation finals du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA) viennent d'avoir lieu ici au Siège de notre organisation. L'un des mérites de cet exercice aura été celui d'avoir montré qu'un programme économique, pour beau et précis qu'il soit, ne peut connaître de réalisation que s'il est financé de façon adéquate.

Les causes de l'échec du PANUREDA ont été diagnostiquées et les perspectives d'avenir de l'économie africaine pour la période allant de 1991 et au-delà ont été tracées.

Ma délégation espère que le nouveau cadre de coopération économique initié à cet effet pourra bénéficier d'un plus grand engagement des pays donateurs d'aide pour assurer un niveau plus élevé de mobilisation des fonds en faveur de l'Afrique.

M. Mbonimpa (Burundi)

Nous saluons d'ores et déjà l'initiative japonaise d'abriter la Conférence internationale sur le développement de l'Afrique prévue au Japon pour 1993 avec la participation des chefs d'Etat africains. Mon pays souhaite que la réunion préparatoire à ladite conférence qui aura lieu au Japon l'année prochaine soit préparée avec le plus grand soin.

Malgré l'incertitude qui plane sur l'économie mondiale et les risques de marginalisation du continent africain dans les échanges économiques internationaux, il est hors de propos que les peuples et les gouvernements touchés par la crise cèdent au découragement. Actuellement, un grand nombre de pays en développement, dont le mien, sont en train d'expérimenter des programmes d'ajustement structurel. Les résultats de ces réformes économiques restent encore limités et leur coût social demeure élevé.

C'est également pour relancer la croissance et l'intégration économiques du continent africain que nos chefs d'Etat et de gouvernement, réunis au Sommet d'Abuja, au Nigéria, du 3 au 5 juin 1991, ont signé le Traité établissant la Communauté économique africaine.

Nous lançons donc un appel à la communauté internationale afin qu'elle contribue, par une aide accrue, à la réalisation de cet objectif.

Nous considérons les problèmes du sous-développement et de la pauvreté comme une des causes des conflits qui risquent de menacer la paix et la sécurité internationales. De plus, nous estimons que sans paix, il est impossible de se battre pour le développement, et sans le développement des peuples des pays en développement, il est impossible de concevoir une paix honorable, réelle et valable pour tous.

L'Afrique, qui occupe le quart de la superficie terrestre et qui, au seuil du prochain siècle, représentera le cinquième de la population mondiale, mérite une attention spéciale. Tôt ou tard, ses énormes problèmes toucheront toute l'humanité. Un monde qui ignorerait un continent possédant un tel potentiel resterait à jamais un monde appauvri.

A quelques mois de la tenue à Rio de Janeiro de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, je voudrais dire combien mon pays apprécie à juste titre les efforts déjà consentis par le Comité préparatoire de cet important rendez-vous.

M. Mbonimpa (Burundi)

Nous espérons que les résultats de ce que l'on appelle déjà "Le Sommet de la planète Terre" répondront aux nombreuses attentes pour la sauvegarde de notre planète, de même que les principales préoccupations des pays en développement seront dûment tenues en considération.

A l'heure où l'on commence à voir poindre à l'horizon un monde paisible, débarrassé des engins de destruction massive, mon pays souhaite que les milliers d'êtres humains menacés par la faim, la maladie et la pauvreté, commencent, eux aussi, à espérer que ce monde de paix soit aussi le leur, c'est-à-dire un monde de la solidarité agissante.

Il en va de la paix mondiale. C'est peut-être ici le grand défi lancé à notre organisation.

M. OULD DIDI (Mauritanie) (interprétation de l'arabe) : Au nom de la délégation de la République islamique de Mauritanie, je voudrais exprimer mes vives félicitations à l'Ambassadeur Shihabi pour son élection à la présidence de notre assemblée générale. Le choix porté sur sa personne n'est pas le fruit du hasard mais est à la fois une reconnaissance de ses brillantes qualités et le témoignage de la considération dont jouit son pays, le Royaume d'Arabie saoudite, sur la scène internationale. Je suis sûr que grâce à son expérience et à son savoir-faire, les travaux de la quarante-sixième session seront dirigés avec efficacité et diligence. Qu'il soit assuré de notre totale disponibilité à l'aider dans son importante et difficile mission.

A son prédécesseur, le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Malte, S. E. M. Guido de Marco, nous renouvelons l'appréciation de notre délégation pour la manière avisée avec laquelle il a dirigé les travaux de notre précédente session.

Nous souhaitons aussi souligner l'action persévérante au service de la paix du Secrétaire général de notre organisation, S. E. M. Javier Pérez de Cuéllar, à qui nous renouvelons nos chaleureuses félicitations et l'assurons de notre collaboration.

Nous voulons également saluer la délégation du Cambodge conduite par S. A. R. le Prince Norodom Sihanouk, Président du Conseil national suprême (CNS). Nous espérons que le processus de réconciliation et de dialogue déclenché pourra aboutir en un temps bref, sous son impulsion, à une paix rapide dans ce pays qui nous est cher.

M. Ould Bidi (Mauritanie)

L'admission au sein des Nations Unies de la République de Corée et de la République populaire démocratique de Corée constitue un grand événement et nous souhaitons qu'elle encourage ces deux Etats amis à poursuivre leur dialogue pour aboutir à l'unité de leur nation.

La présence parmi nous aujourd'hui de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie consacre le recouvrement de leur souveraineté et nous leur souhaitons une amicale bienvenue. Nous nous félicitons également de l'adhésion des Iles Marshall et des Etats fédérés de la Micronésie. Ceci prouve l'universalité de notre organisation puisque tous les Etats du monde pratiquement en acceptent les principes.

Depuis notre dernière session, bien des événements se sont déroulés dans le monde, les uns porteurs d'espoirs, les autres chargés de menaces.

L'aspiration des peuples à la liberté et à la démocratie s'est renforcée avec le recul des antagonismes idéologiques. Mais la crise du Golfe, la persistance de nombreux foyers de tension et les événements en cours dans l'Europe de l'Est montrent les limites de ces changements et les problèmes qu'ils peuvent engendrer.

Nous nous félicitons, certes, du renforcement de la coopération entre les grandes puissances, des progrès de la démocratie et de la disparition des barrières idéologiques. Mais tous ces progrès, pour significatifs qu'ils soient, ne sauraient porter leurs fruits en dehors d'un cadre de justice faisant fi des intérêts particularistes.

Au Moyen-Orient, le peuple martyr de Palestine continue de subir l'arbitraire des forces d'occupation. Il est essentiel d'oeuvrer en vue de régler les questions qui se posent. Cependant, aucune solution ne peut se concevoir au Moyen-Orient sans la participation du peuple palestinien représenté par l'OLP et sans le plein respect de son droit inaliénable à créer son propre Etat sur la terre de Palestine.

Pour sa part, la République islamique de Mauritanie soutient la tenue de la Conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient et se félicite des initiatives prises dans ce sens.

Dans la région du Golfe, la crise a provoqué d'immenses dégâts humains et matériels; la guerre a laissé toute cette région meurtrie.

M. Ould Didi (Mauritanie)

Si nous partageons la joie de nos frères koweïtiens qui ont retrouvé leur souveraineté sur leur territoire, nous ne pouvons ignorer le drame du peuple iraquien privé de nourriture et de médicaments, en dépit des recommandations des missions dépêchées par les Nations Unies.

Au Sahara occidental, l'évolution en cours suscite beaucoup d'espoirs quant à une fin prochaine de ce conflit fratricide. L'accord de cessez-le-feu du 6 septembre dernier et la mise en place de la MINURSO conjugués aux bonnes volontés des parties concernées doivent aboutir à la paix dans la sous-région, paix qui constituera un apport précieux à la construction du Grand Maghreb. Pour notre part, nous ne ménagerons aucun effort pour soutenir le processus de paix engagé par l'ONU, qui peut être assurée de notre totale disponibilité.

En Afrique du Sud, nous suivons avec intérêt l'évolution de la situation qui ouvre des perspectives prometteuses.

En Angola, nous saluons l'accord de paix signé le 31 mai dernier entre le Gouvernement de la République populaire d'Angola et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola. Nous nous félicitons de l'esprit de coopération constructive qui a permis cet accord et nous formulons l'espoir de voir bientôt les fils de ce pays, unis, s'atteler à la tâche exaltante de reconstruction et de développement de leur pays.

Au Libéria, grâce à la sagesse africaine, le retour au calme dans le pays s'est déjà amorcé. Les efforts de la CEDEAO ont encouragé les frères divisés à s'asseoir à la table de négociations. Nous espérons que cet esprit de fraternité et de concorde se traduira bientôt par une paix permanente et le retour à une vie normale dans ce pays.

Pour notre part, nous avons ouvert avec nos frères sénégalais des discussions pour dépasser les graves événements qui ont secoué, en 1989, la sous-région et entraîné beaucoup de souffrances humaines. Nous espérons ouvrir un nouveau chapitre de nos rapports où les tensions et les suspicions laisseront place à des relations sereines que nous dictent l'histoire, la géographie et les liens humains.

En Asie, comme en Amérique latine, la volonté et la détermination des gouvernements ont permis la résolution de plusieurs conflits. Le premier sommet qui s'est tenu en juillet dernier à Guadalajara, avec la participation

M. Ould Didi (Mauritanie)

des Présidents d'Espagne, du Portugal et des pays d'Amérique latine, a ouvert un nouveau cadre de concertation et de coopération et nous espérons que ce nouveau forum contribuera à consolider la paix dans le monde.

En Afghanistan, nous continuons à suivre l'évolution de la situation. Nous regrettons que malgré l'accord signé il y a maintenant trois ans, et qui a permis le retrait des troupes étrangères, la paix ne soit pas encore revenue entre nos frères afghans.

A Chypre, les espoirs soulevés par la médiation du Secrétaire général des Nations Unies tardent à se concrétiser par un accord de paix définitif et durable. Nous invitons les parties au conflit à poursuivre un dialogue constructif pour trouver à cette question une solution qui garantisse à chacune des communautés de ce pays la sécurité et la justice sociale.

Si aujourd'hui nous avons des raisons de nous féliciter de certaines tendances positives vers la solution des problèmes politiques, nous demeurons très préoccupés par l'aggravation de la situation économique et sociale de plus des deux tiers de l'humanité. A la conjoncture déjà difficile sont venues s'ajouter les conséquences de la guerre de Golfe qui a épuisé ou détourné de leur objet d'importantes ressources qui étaient destinées à l'aide au développement.

La multiplication des forums internationaux au sein desquels les problèmes de développement sont débattus n'a pas amélioré la situation, mais au contraire multiplié les déceptions. L'aide bilatérale ne cesse de diminuer en volume, et elle est de plus en plus liée à l'acceptation des concepts et modèles des donateurs au risque de négliger les spécificités culturelles et socio-économiques des bénéficiaires. Les institutions internationales de financement, qui ont de plus en plus tendance à multiplier les contraintes, ont vu leur champ d'intervention s'élargir avec les changements dans l'Est européen sans accroissement conséquent de leurs ressources. Malgré tout cela nous sommes optimistes; nous espérons que les pays en développement verront leurs demandes acceptées en vue de l'allégement de la dette, de la juste rémunération de leurs matières premières, le libre accès de leurs produits aux marchés des pays industrialisés, et l'accroissement de l'aide au développement.

M. Ould Didi (Mauritanie)

Plus que tout autre continent, l'Afrique vit une crise économique sans précédent, à un moment où les transformations sociopolitiques libèrent les énergies des citoyens et rendent les conditions du développement plus favorables. Sans une relance de nos économies, de graves drames humains surviendront sous forme de disette, de déchirures internes, de conflits inter-Etats, etc. Au niveau du continent, la prise de conscience s'est traduite par l'adoption, au dernier sommet de l'OUA d'Abuja, du Traité instituant la Communauté économique africaine qui vise à réaliser l'intégration économique du continent.

La situation économique des pays en développement - et singulièrement l'Afrique - rend indispensable la recherche de solutions permettant à nos pays de générer les ressources internes et de disposer de nouveaux moyens pour assurer leur essor économique. Si rien n'est fait dans ce sens, les mesures d'assainissement et les programmes d'ajustement structurel aggraveront la situation des plus pauvres sans leur assurer des lendemains meilleurs.

Les pays industrialisés ont démontré leurs capacités à mobiliser leurs ressources quand ils ont voulu accompagner les changements en Europe de l'Est ou faire face à la crise du Golfe. L'amélioration du climat international leur permet de disposer de plus de moyens en orientant vers le développement pacifique ceux qui étaient consacrés jusqu'ici à l'armement. Nous nous félicitons dans ce cadre de la récente initiative du Président américain Georges Bush visant à donner une impulsion nouvelle au désarmement général. Il suffit que les pays riches s'engagent dans une politique dynamique d'aide au développement dont l'objectif vise à réaliser un monde meilleur et une juste redistribution des richesses de la terre. Si cette voie n'était pas suivie, la crainte exprimée en 1990 par notre Secrétaire général, selon laquelle les progrès accomplis sur le plan politique risquent de s'avérer illusoire si nous ne pouvons pas répondre à l'aspiration au mieux-être de la plus grande partie de la population mondiale, sera confirmée.

La dégradation continue de l'environnement est une source de préoccupation pour l'humanité tout entière. Elle appelle une action concertée de tous les pays en fonction de leurs capacités et de leurs responsabilités respectives. La protection de l'environnement doit être envisagée comme partie intégrante des efforts de développement.

M. Ould Didi (Mauritanie)

Gravement touché par la désertification et ses effets pervers, mon pays accorde la plus grande importance aux problèmes de l'environnement. Il se félicite de la tenue, en juin prochain, de la Conférence de Rio de Janeiro qui aura à traiter de cette question.

Mon pays, la République islamique de Mauritanie, subit les effets de la crise mondiale, aggravée par les calamités naturelles : sécheresse, désertification, invasion acridienne, etc. En dépit de toutes ces difficultés, notre peuple, sous la direction du Président Maouya Ould Sid Ahmed Taya, fait front et enregistre jour après jour des projets reconnus par tous nos partenaires au développement.

Autant nous déplorons la situation économique mondiale critique, autant nous nous félicitons des progrès de la démocratie et de la liberté dans de nombreux pays.

Dans ce cadre, la République islamique de Mauritanie, fidèle aux engagements de sa direction politique, a approfondi le processus démocratique lancé en 1986 avec l'institution des communes. L'adoption par référendum d'une nouvelle constitution, la promulgation de nouvelles lois sur les associations politiques et la liberté de la presse ont créé des conditions optimales pour le plein exercice des droits politiques par tous les citoyens, sans distinction.

En promulguant des lois amnistiant tous les crimes et délits à caractère politique ou en rapport avec la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, de l'indépendance, en 1960, à ce jour, nous avons voulu favoriser la participation de tous à l'oeuvre de construction nationale.

Les prochaines étapes porteront sur l'organisation d'élections présidentielles et législatives, libres et pluralistes.

A côté des progrès réalisés sur la voie de l'approfondissement de la démocratie, nous continuons notre combat contre l'analphabétisme en vue de son éradication complète à l'horizon de l'an 2000.

L'émancipation de la femme et l'épanouissement de l'enfant sont un autre volet important de notre politique nationale. De nombreuses mesures ont été prises dans ce sens, saluées par toutes les organisations qui s'intéressent à ces problèmes.

M. Ould Didi (Mauritanie)

Je voudrais saisir la présente occasion pour exprimer nos sincères remerciements à tous ceux - pays, institutions ou organisations, gouvernementales ou non - qui nous ont apporté et continuent de nous apporter leur concours dans le cadre des efforts que nous déployons pour assurer le bien-être économique et social à notre peuple.

L'humanité est à un tournant historique. Un nouvel ordre mondial est en gestation. Ce monde nouveau doit être débarrassé des déséquilibres économiques actuels. Ce monde nouveau doit assurer la justice à tous les peuples, sans considération de leur appartenance ethnique ou spirituelle. Ce monde nouveau doit promouvoir les droits de l'homme, de façon non pas sélective mais universelle. Ce monde nouveau doit être fondé sur un consensus réel qui applique les mêmes règles à tous.

L'Organisation des Nations Unies, en tant qu'expression volontaire et unanime de tous les pays, a un rôle dirigeant à jouer dans l'étape cruciale actuelle. Elle doit orienter l'action collective et faire prévaloir la volonté de la majorité sur celle des Etats, quelle qu'en soit la puissance.

L'aspiration à la paix, à la démocratie et au développement sont les buts fixés par les Nations Unies en 1945, mais leur réalisation a souffert des antagonismes des plus puissants et de l'égoïsme des plus riches.

Faisons en sorte que ces buts soient atteints et nous aurons alors instauré un ordre mondial juste et équitable, un ordre mondial qui ne pourra que susciter l'adhésion enthousiaste de tous.

Guidée par la foi inébranlable qu'elle a toujours manifestée dans les idéaux qu'incarne notre organisation, la Mauritanie, pour sa part, oeuvrera toujours pour améliorer, renforcer et rehausser le rôle de l'ONU dans la poursuite des buts et objectifs qu'elle s'est fixés.

M. COORE (Jamaïque) (interprétation de l'anglais) : Au nom du Gouvernement et du peuple jamaïcains, je félicite l'Ambassadeur Shahibi, de l'Arabie saoudite, pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale, à sa quarante-sixième session. Je souhaite exprimer ma reconnaissance à son prédécesseur, le Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Malte, pour la compétence avec laquelle il a présidé la quarante-cinquième session et pour les efforts qu'il a déployés pour rationaliser les travaux de l'Assemblée générale.

C'est pour nous un très grand plaisir que de souhaiter la bienvenue aux sept nouveaux Membres de cette organisation : la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, la République des Iles Marshall, les Etats fédérés de Micronésie et les Républiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie. Tous ces pays font maintenant partie de la famille des nations. Nous sommes certains qu'ils contribueront utilement aux travaux de l'ONU et au renforcement de la communauté mondiale.

Quelques jours seulement après avoir eu dans cette assemblée le privilège d'entendre une allocution très éloquente du premier Président élu démocratiquement en Haïti, nous avons été bouleversés d'apprendre qu'il avait été évincé par une section de l'armée haïtienne qui s'appelle aujourd'hui le Gouvernement d'Haïti. La condamnation et le rejet universels de cet acte ignoble nous assurent que cette interruption du processus démocratique en Haïti ne sera que temporaire. Il est satisfaisant de constater que les pays de cet hémisphère ont réagi immédiatement, non seulement en condamnant mais en prenant des mesures concrètes.

A une réunion des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains qui a eu lieu hier soir à Washington et au cours de laquelle le Président Aristide lui-même a prononcé un discours, cette organisation s'est engagée à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'aider le peuple haïtien à rétablir le gouvernement légitime du Président Aristide, et cela le plus rapidement possible. Mon pays, la Jamaïque, avec ses partenaires de la Communauté des Caraïbes, appuie les mesures qu'elle se propose de prendre dans les jours à venir, et nous demandons à toute la communauté internationale de se joindre à nous pour assurer le rétablissement rapide des droits démocratiques et des droits de l'homme du peuple haïtien.

M. Coore (Jamaïque)

Notre Secrétaire général, M. Pérez de Cuéllar, parvient au terme d'un mandat dont il s'est acquitté avec beaucoup de dévouement et de talent. Mon gouvernement voudrait saisir cette occasion pour lui exprimer notre admiration pour la patience et la persévérance avec lesquelles il a essayé de résoudre toute une série de problèmes complexes et difficiles et pour la manière dont il a contribué à relever le prestige et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies dans les efforts qu'elle a déployés pour appliquer les nobles principes de sa Charte. Il mérite notre plus haute estime et notre profonde reconnaissance.

Le monde que va trouver son successeur est très différent à de nombreux égards de celui dans lequel notre Secrétaire général actuel a commencé son mandat. La guerre froide est terminée. En conséquence, il y a une suspension de la polarisation idéologique et une levée de la menace d'un holocauste nucléaire dû à un affrontement entre les superpuissances, qui ont été les deux principaux éléments qui ont marqué la période de l'après-guerre.

Enfin, le processus de démantèlement de l'arsenal nucléaire a vraiment commencé. Le Président Bush a annoncé un certain nombre de mesures unilatérales qui doivent être prises par les Etats-Unis à cet égard, et des mesures équivalentes seront sans aucun doute annoncées en temps voulu par l'Union soviétique.

Le rapprochement en cours entre les superpuissances qui a marqué la fin de la décennie des années 80 a renforcé la capacité de l'Organisation des Nations Unies de jouer véritablement son rôle de maintien de la paix, et a facilité l'instauration d'un climat qui a encouragé la recherche de solutions dans un certain nombre de régions troublées du monde.

L'une des conséquences les plus spectaculaires de ce changement intervenu dans la situation mondiale a été la façon très déterminée et efficace dont la communauté mondiale a réagi à la crise du Golfe provoquée par l'invasion du Koweït par l'Iraq. Ce changement a également ouvert de nouvelles perspectives pour ce qui est d'une solution durable au conflit israélo-arabe, et nous pouvons maintenant envisager la convocation d'une conférence de paix sur le Moyen-Orient dans un avenir proche. Personne ne sous-estime les obstacles considérables qui obstruent toujours la voie menant à la solution de cette situation, mais il est réconfortant de constater qu'il semble y avoir au moins

M. Cooke (Jamaïque)

une volonté nouvelle de trouver des compromis fructueux qui remplaceront les affrontements dévastateurs du passé.

Sur le continent africain, le Gouvernement angolais et l'UNITA ont signé des accords de paix qui mettent fin à la guerre civile dans ce pays. En Afrique du Sud, les vents annonciateurs du changement ont enfin commencé à souffler avec une force dont nous pouvons maintenant être certains que dans l'avenir prévisible elle anéantira totalement le système d'apartheid. Cette année, nous nous sommes réjouis de l'abrogation de lois qui constituaient le cadre officiel et les principaux piliers de ce système. Des progrès sont aussi enregistrés dans l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'apartheid adoptée par consensus en décembre 1989. Un accord a été conclu entre le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et les autorités sud-africaines concernant le rapatriement librement consenti des réfugiés et des exilés politiques sud-africains.

Le Président De Klerk a également proposé un programme de réforme constitutionnelle qui, s'il est encore loin d'atteindre l'objectif ultime de la démocratie pleinement représentative, fournit du moins la base sur laquelle de véritables négociations vont pouvoir être entamées. Ces événements ont incités certains pays à lever plus ou moins les sanctions imposées à l'Afrique du Sud. Nous estimons toutefois que certaines de ces mesures sont prématurées. C'est la force de la pression internationale qui a amené le régime sud-africain à sa position actuelle de conciliation et de réforme. Cette pression doit continuer d'être exercée, de façon mesurée et progressive sans doute, jusqu'à ce que l'objectif d'une Afrique du Sud non raciale et véritablement démocratique soit pleinement réalisé.

En juillet dernier, le Gouvernement et le peuple de la Jamaïque ont eu le grand honneur et la fierté d'accueillir sur leurs rives le distingué, vaillant et éminent dirigeant de l'African National Congress, Nelson Mandela, et de pouvoir l'assurer personnellement que nous continuerions de le soutenir dans les efforts qu'il déploie pour mettre fin à l'apartheid par des négociations pacifiques.

Dans la région à laquelle appartient mon pays, l'Amérique latine et les Caraïbes, nous pouvons considérer la situation actuelle avec un certain sentiment de satisfaction.

M. Coore (Jamaïque)

En Amérique centrale, des progrès ont été faits vers la réalisation d'un règlement pacifique en El Salvador. Nous applaudissons l'accord auquel sont parvenus la semaine dernière, sous l'égide de l'ONU, le Gouvernement d'El Salvador et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), accord qui représente un grand pas dans la voie de la réconciliation nationale.

Nous avons également noté avec une satisfaction particulière que le Guatemala a maintenant officiellement reconnu la souveraineté et l'indépendance du Belize et que les deux Gouvernements ont décidé d'établir des relations diplomatiques complètes et continuent de négocier en vue de parvenir au règlement complet et définitif de leur différend.

M. Coore (Jamaïque)

Le principal sujet de préoccupation dans le paysage politique de la région est évidemment l'attitude d'affrontement persistante qui existe entre Cuba et les Etats-Unis. Il s'agit de l'un des derniers héritages de la guerre froide. Bien que nous comprenions complètement les barrières psychologiques et politiques profondément enracinées qui font obstacle à la réconciliation, il ne fait aucun doute que les gouvernements et les peuples de la région se féliciteraient d'un geste de la part des deux pays qui pourrait mener à la longue à la pleine réintégration de Cuba dans la famille des nations de cet hémisphère.

L'un des éléments marquants des développements récents dans cet hémisphère qui augure bien de l'avenir a été la tendance très rapide et croissante vers une intégration économique et commerciale. Simultanément, l'Entreprise pour l'Initiative des Amériques lancée par le Gouvernement des Etats-Unis indique une réaffirmation opportune que les Etats-Unis ne se déroberont pas à leur engagement historique de favoriser le bien-être économique de la région dans son ensemble.

Tous ces développements ont permis à juste titre d'envisager un nouvel ordre mondial basé sur l'acceptation universelle des formes démocratiques de gouvernement, opérant selon la primauté du droit, garantissant la pleine reconnaissance des droits de l'homme fondamentaux et encourageant la participation de l'individu dans un système économique libéralisé.

Tout en gardant à l'esprit cette vision du futur, nous ne devons cependant pas faire l'erreur d'assumer que l'Utopie est à portée de la main. Dans les affaires humaines, tout progrès accompli vers de nouvelles formes d'organisations politique et économique, si méritoire soit-il, engendre nécessairement de nouveaux défis et des problèmes imprévus.

Nous avons déjà observé que la dissolution de l'organisation monolithique, économique et politique de l'Europe centrale et orientale a réveillé les forces antagonistes de la rivalité ethnique et nationaliste, longtemps en veilleuse. Elle a également détruit une structure d'organisation économique qui, pour imparfaite et insatisfaisante qu'elle ait été, fonctionnait pour produire un régime d'échanges commerciaux satisfaisant pour tous les participants. Avec cette disparition, la menace d'un chaos

M. Coore (Jamaïque)

économique aboutissant à une instabilité sociale et politique dans toute la région est un danger que la communauté internationale ne peut ignorer.

Il ne faut pas non plus ignorer la lutte interne actuelle en Yougoslavie. La communauté internationale ne peut encore moins rester indifférente à la tâche herculéenne qui attend l'Union soviétique, alors que celle-ci tente de redéfinir les relations entre les nombreuses républiques et le pouvoir central et les relations entre les républiques elles-mêmes. Quel que soit le résultat de cette entreprise, il aura un effet très profond sur une vaste gamme de questions internationales et sur la nature et le caractère du nouvel ordre international.

D'un point de vue formel, bien entendu, ces questions pourraient être considérées comme des problèmes internes. De toute évidence, cependant, leur solution aura des répercussions très importantes sur le plan externe et international. Ceci indique qu'il est peut-être nécessaire pour la communauté internationale dans son ensemble, et pour cette organisation en particulier, de revoir les limites, voire le concept global, de la dichotomie rigide entre les questions internes et les questions internationales et de redéfinir des moyens par lesquels la communauté internationale, sans porter atteinte au principe de la souveraineté et au droit à l'autodétermination, pourrait aider les pays à trouver des solutions à des problèmes internes qui, laissés sans réponse, risqueraient d'avoir de graves conséquences pour nous tous.

Aux défis qui se posent suite à la disparition des anciens points de repère qui définissaient le monde bipolaire de l'après-guerre doit, évidemment, s'ajouter l'ordre du jour inachevé des questions qui monopolisent de plus en plus l'attention de cette organisation. Parmi celles-ci, il y a bien entendu les questions économiques du développement et des échanges commerciaux; la distribution sans cesse plus inégale de la production mondiale; le phénomène de la pauvreté croissante de larges segments de la planète tant en termes relatifs qu'en termes absolus, comparée à l'abondance croissante d'une fraction beaucoup plus petite des peuples du monde. Ces questions représentent l'héritage le plus marquant de la décennie qui s'achève et elles doivent être traitées de façon urgente.

Cette disparité malheureuse existe non seulement entre les nations, mais à l'intérieur des nations, et même les nations les plus riches commencent à

M. Coore (Jamaïque)

prendre conscience des véritables conséquences qu'aurait cette tendance pour la stabilité politique et l'ordre social si elle n'est pas interrompue et inversée.

Dans ma propre région - l'Amérique latine et les Caraïbes -, malgré les efforts déployés par les gouvernements en vue d'adopter et d'encourager des politiques macro-économiques pertinentes et de prendre des mesures d'ajustement structurel de grande portée, il n'en reste pas moins que le progrès économique et social continue de se faire attendre.

La crise de la dette, qui entre maintenant dans sa deuxième décennie, est devenue pour de nombreux pays de cet hémisphère une condition débilatante permanente qui entrave la croissance économique et menace de provoquer l'effondrement des services sociaux. Il est vrai, certes, que des mesures très importantes ont été prises par un certain nombre de pays créditeurs en liaison avec la dette bilatérale, et qu'en outre un certain nombre de stratégies de la dette concernant la dette commerciale ont connu un certain succès. Cependant, si l'on veut enregistrer des progrès durables, une action internationale soutenue est nécessaire à une échelle globale encore mieux centrée. En particulier, les institutions financières internationales doivent revoir leurs propres politiques quant à la restructuration et au refinancement des dettes qui leur sont dues, notamment par les pays en développement dotés d'économies fragiles et qui se trouvent dans une position anachronique du fait qu'ils sont les contributeurs nets de ces institutions.

En outre, ces institutions financières, qui ont acquis, pour une variété de raisons, un pouvoir de contrôle sur les politiques économiques internes d'un certain nombre de pays en développement, doivent examiner en permanence la pertinence et l'efficacité de leurs ordonnances traditionnelles. Ces ordonnances, faute d'être appliquées avec souplesse et imagination et en tenant soigneusement compte des réalités politiques de chaque pays, peuvent devenir un élément du problème plutôt que de la solution.

La coopération internationale dans la promotion et l'encouragement des droits de l'homme est un principe éternel de la Charte des Nations Unies. Cette organisation a poursuivi sans relâche ces objectifs en recherchant et en corrigeant les violations où elles sont censées se produire et a enregistré d'importants succès dans de nombreux domaines.

M. Coora (Jamaïque)

Il est donc tout à fait opportun que l'Assemblée générale convoque une conférence mondiale sur les droits de l'homme en 1993 pour examiner et évaluer les travaux de l'Organisation dans ce domaine. Cette conférence fournira l'occasion appropriée de renouveler les normes et les aspirations qui sont d'une importance fondamentale pour la réalisation d'un monde plus humain fondé sur l'égalité et la justice.

L'appui de la communauté internationale ne doit pas, cependant, se limiter aux droits civils et politiques, si importants soient-ils, mais doit également s'étendre aux droits économiques, sociaux et culturels qui, en dernière analyse, donnent sens et contenu à la démocratie politique et à la liberté individuelle. Dans la pratique, ceci implique la reconnaissance que l'amélioration sociale et une répartition plus équitable des fruits du processus de production doivent aller de pair avec la croissance économique. En effet, l'expérience nous a montré qu'un développement économique durable exige une plus grande participation, à des niveaux accrus de compétence et d'engagement, des femmes et des hommes, dans le processus de production. Ceci ne deviendra réalité que si l'on apporte une réponse adéquate aux besoins sociaux de l'éducation, des soins de santé, des conditions de logement convenables, et si la richesse de la société est partagée d'une manière équitable.

M. Coore (Jamaïque)

La Jamaïque cherche à établir ces conditions dans le cadre de sa stratégie en faveur de la croissance future de notre nation. Notre plan quinquennal de développement, portant sur les années 1990-1995, déclare :

"Nous devons, en tout premier lieu, placer l'individu au centre de nos préoccupations. L'édification de notre capital humain est une priorité absolue."

C'est pourquoi nous appuyons vigoureusement tous les efforts visant à assurer que les questions sociales aient une place primordiale dans tous les programmes de coopération internationale entre Etats au sein même des Nations Unies.

La production et le trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes représente une menace constante, sur les plans économique, social et de la santé, dans le monde entier.

La Jamaïque se félicite et apprécie la mise en place, au début de cette année, du nouveau Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Cet événement permettra aux Nations Unies d'agir de façon plus efficace en tant qu'organe principal chargé du contrôle, sur le plan international, de l'abus des stupéfiants, comme prévu dans le Programme d'action mondial adopté par l'Assemblée générale. Il constitue également un pas important vers une coordination et une cohérence renforcées entre les programmes internationaux antidrogues envisagés par les Nations Unies, ainsi que dans le sens de la fourniture d'une assistance plus large aux Etats individuels.

La Jamaïque a la ferme intention, comme nous l'avons d'ailleurs déjà répété à plusieurs reprises, de continuer d'utiliser toutes les ressources disponibles et de consacrer tous ses efforts, sur les plans national, bilatéral, régional comme sur la scène internationale, pour atteindre l'objectif prévu de l'éradication totale du fléau de la drogue.

Un autre défi que doit relever la communauté mondiale consiste à assurer que nos politiques de développement dans les pays en développement et la production d'un nombre toujours croissant de biens de consommation dans les sociétés d'abondance soient conciliables avec les objectifs de sécurité de l'environnement dans le monde et puissent être soutenus durablement sur le plan écologique. D'une part, les exigences de la simple survie dans les pays

Mr. Coore (Jamaïque)

frappés de pauvreté engendrent une destruction inacceptable de l'environnement, tandis que, d'autre part, les niveaux élevés de production et de consommation dans les pays industrialisés sont responsables de la plus large part des émissions actuelles de matières polluantes et épuisent, sans se soucier de savoir s'il existe des possibilités adéquates de les remplacer, les ressources en matières premières existantes de la planète. La Conférence de 1992 sur l'environnement et le développement, à laquelle nous nous préparons actuellement, nous fournira une occasion opportune de démontrer notre engagement politique de forger un nouveau partenariat mondial visant à protéger et à préserver l'environnement naturel. Ce partenariat doit tenir compte des divers degrés de responsabilité, des capacités économiques et des besoins différents et, dans certains cas, des vulnérabilités particulières qui caractérisent les divers pays du monde.

Si l'on veut que les pays en développement participent efficacement à cette entreprise mondiale, il faut alors reconnaître la nécessité de leur fournir les ressources financières et technologiques dont ils ont besoin pour appuyer les programmes de conservation de l'environnement à des termes abordables pour eux. Il convient de mentionner à cet égard que, selon une estimation prudente de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 10 milliards de dollars approximativement seraient nécessaires annuellement pour financer le développement de la région d'une manière compatible avec la préservation de l'environnement.

Dans ce contexte, j'aimerais également attirer tout particulièrement l'attention sur la nécessité de compléter la ratification de la Convention de 1982 sur le droit de la mer. Cette convention fournit un cadre juridique universel pour la gestion rationnelle des ressources marines, pour leur conservation et pour que l'exploitation et la distribution de ces ressources soient effectuées de façon juste et équitable. Nous prions instamment les gouvernements qui n'ont pas encore ratifié cette convention de le faire, afin que nous puissions commencer à établir un nouveau régime de coopération dans la gestion de cet important domaine pour notre planète.

Alors que nous réfléchissons aux exigences auxquelles devra satisfaire cette organisation dans les années à venir afin de relever les nouveaux et les anciens défis de façon efficace, il apparaît de toute évidence que la question

M. Coore (Jamaïque)

le plus urgente à laquelle sera confronté le nouveau Secrétaire général sera de s'assurer que la structure et les modalités opérationnelles de l'Organisation, conçues en une période révolue, sont appropriées pour fournir à l'Organisation les possibilités de jouer de façon dynamique son véritable rôle dirigeant et de susciter la confiance dans ce rôle dont la communauté internationale a besoin et qu'elle appelle de ses vœux à l'heure actuelle.

Le Groupe de Rio des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a soumis à cette assemblée un document contenant certaines idées, propositions et suggestions visant à améliorer les capacités de notre organisation, et en tant que membre de ce groupe, j'attire sur ces propositions l'attention de la communauté mondiale.

Nous remercions vivement le Secrétaire général pour avoir fourni, dans son rapport à l'Assemblée, une analyse très détaillée de l'état actuel de l'Organisation et avoir très honnêtement identifié les domaines qui devraient être renforcés et réformés. Sans vouloir entrer dans le détail des recommandations qui figurent dans ces documents, je peux dire cependant qu'il en ressort deux directives très claires. Si l'Organisation souhaite disposer de l'autorité morale nécessaire pour contribuer de façon significative à la solution des questions politiques, économiques et sociales auxquelles est confrontée la communauté mondiale, son processus de prise de décisions doit être transparent et refléter la volonté de la majorité de ses Membres. Si le principe démocratique est, comme nous le pensons, celui qu'il convient de suivre pour les nations individuelles, il doit également être reconnu comme l'objectif à atteindre sur la scène internationale, tout en tenant toujours compte, bien sûr, du droit des nations individuelles de protéger leurs intérêts vitaux et leur sécurité nationale. A cette fin, il nous faut nous assurer que l'Assemblée générale est bien l'instance où les questions d'intérêt général sont non seulement discutées, mais également décidées et appliquées. Telle est la première directive.

La seconde directive est la suivante : pour que les décisions soient efficacement mises en oeuvre, le Secrétariat central et les institutions spécialisées doivent être dotés des moyens financiers et des pouvoirs adéquats. En ce qui concerne le bureau du Secrétaire général à proprement

M. Coore (Jamaïque)

parler, les Etats Membres devraient être disposés à appuyer et à encourager le rôle politique dynamique prévu pour ce bureau aux termes de l'Article 99 de la Charte.

Je puis vous assurer que mon pays apportera son plein appui à toutes les propositions constructives visant à renforcer les activités de cette grande organisation, qui représente le meilleur espoir de l'humanité pour établir un monde de paix, de progrès économique ordonné et de justice sociale.

M. KATOPOLA (Malawi) (interprétation de l'anglais) : Au nom de la délégation du Malawi, je suis heureux de féliciter l'Ambassadeur Shihabi, de l'Arabie saoudite, ainsi que les autres membres du Bureau, à l'occasion de leur élection. Nous leur souhaitons plein succès dans la conduite des délibérations de cette quarante-sixième session de l'Assemblée générale. Ma délégation tient également à féliciter M. Guido de Marco pour l'excellente façon dont il a dirigé les travaux de la quarante-cinquième session de l'Assemblée.

M. Katopola (Malawi)

Comme les autres orateurs avant nous, nous souhaitons la bienvenue à la République populaire démocratique de Corée et à la République de Corée, aux Etats fédérés de Micronésie, à la République des Iles Marshall et aux Républiques d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie en tant que nouveaux Membres de cette organisation. Leur admission montre que la communauté internationale continue d'avoir foi en l'Organisation des Nations Unies en tant qu'institution fondamentale de promotion et de renforcement de la coopération et de l'entente dans le monde. Nous sommes confiants que, grâce à leurs contributions, ces nouveaux Membres permettront à l'ONU d'atteindre les objectifs qui lui sont chers.

Nous notons avec un intérêt tout particulier que l'admission de la République populaire démocratique de Corée et celle de la République de Corée a finalement été possibles grâce à un accord conclu entre elles sur cette question. Cela nous encourage, car le Malawi a toujours dit que toute solution unilatérale ou imposée de l'extérieur à des conflits ou à des divergences entre peuples ne peut être ni permanente ni universellement acceptable. Nous espérons donc que l'admission des deux Corée à l'ONU encouragera ces deux Membres à poursuivre leur recherche de solutions aux questions qui divisent encore leur péninsule.

Nous avons noté avec satisfaction que malgré la secousse effrayante provoquée par la crise du golfe Persique et ses séquelles, la tendance au renforcement de l'entente et de la coopération internationales, notamment dans le domaine politique, s'est poursuivie au cours des 12 derniers mois. Il en résulte que les perspectives de paix et de sécurité internationales, du moins à long terme, semblent aussi s'être améliorées.

Dans ce contexte, nous nous réjouissons de la signature en juillet du Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Nous applaudissons également à la décision de la République populaire de Chine d'adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Au cours de ces 12 derniers mois, de plus grands efforts ont été faits dans la recherche de solutions aux conflits régionaux. Un plus grand nombre de ces conflits sont maintenant résolus. Nous félicitons tous ceux qui ont contribué à cette évolution positive et nous souhaitons plein succès à ceux

M. Katopola (Malawi)

qui poursuivent leurs efforts pour trouver des solutions aux conflits persistants. A cet égard, le Malawi espère que le référendum qui doit bientôt avoir lieu sera positif pour l'avenir du Sahara occidental.

Entre-temps, nous avons chaleureusement applaudi à la fin de la longue guerre fratricide et destructrice en Angola. Nous espérons sincèrement que le peuple angolais trouvera enfin la paix à laquelle il aspire depuis de si nombreuses années. En outre, nous espérons que la communauté internationale prêtera toute l'assistance possible à l'Angola dans l'énorme tâche de reconstruction nationale et de développement qui l'attend.

Le Malawi regrette profondément que le processus de paix au Mozambique n'ait pas progressé aussi rapidement que certains signes nous l'avaient laissé espérer il y a 12 mois. Toutefois, nous notons avec un certain encouragement que le Gouvernement du Mozambique et le Mouvement de résistance nationale du Mozambique sont déterminés à poursuivre leurs négociations pour arriver à un règlement mutuellement acceptable. Nous continuons d'espérer que ces négociations auront une issue favorable, et le Malawi est toujours disposé à apporter sa modeste contribution à cette fin.

S'agissant de l'Afrique du Sud, nous avons suivi son évolution de très près. Nous avons donc applaudi à l'abrogation, cette année, des lois d'apartheid. Nous nous sommes également réjouis des autres mesures prises par les autorités sud-africaines qui sembleraient ainsi vouloir s'orienter plus résolument vers l'instauration d'un ordre social, économique et politique juste et équitable.

Le Malawi considère que ces faits marquent un tournant d'une importance exceptionnelle dans l'évolution politique de l'Afrique du Sud. Toutefois, nous ne perdons pas de vue que l'objectif réel n'a pas encore été atteint et qu'il reste en vérité encore beaucoup à faire pour y parvenir.

Un stade critique et sensible a maintenant été atteint en Afrique du Sud. Nous espérons donc que lorsque toutes les parties auront décidé de prendre les mesures urgentes qui s'imposent si clairement, elles prendront toutes les précautions voulues pour éviter toutes actions et toutes décisions précipitées qui pourraient entraver la réalisation des intérêts nationaux à long terme. Nous souhaitons qu'elles fassent collectivement preuve de

M. Katopola (Malawi)

leadership, de pragmatisme, de patience et de prévoyance pour se préparer à relever le plus grand défi que pose cette phase du processus de transformation politique dans lequel le pays s'embarque maintenant.

La situation au Moyen-Orient continue de nous préoccuper profondément. Nous avons toutefois été très encouragés par certains des progrès réalisés dans la région au cours des mois derniers.

Nous sommes heureux que la guerre civile qui a dévasté le Liban soit maintenant terminée. Nous notons, malgré la fragilité de la paix, des signes incontestables d'un accroissement de la confiance en l'avenir. Nous nous associons donc au peuple libanais et attendons avec lui le retour de la paix et de la sécurité permanentes dans ce pays. Nous partageons aussi l'espoir qu'il nourrit de reprendre pleinement le contrôle de sa propre destinée, libéré de toute menace ou ingérence de l'extérieur. Par conséquent, nous applaudissons à la décision du Gouvernement syrien de retirer ses forces du Liban. Nous saisissons cette occasion de nous joindre à l'appel au retrait de tous les éléments étrangers et au respect total de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban.

S'agissant du conflit arabo-israélien, nous notons que les initiatives récentes visant l'organisation d'une conférence de paix internationale ont suscité des espoirs nouveaux de solutions aux questions qui divisent le Moyen-Orient depuis plus de quatre décennies.

Fermement convaincu du bien-fondé de la philosophie de contact et de dialogue en tant que meilleure approche pour résoudre les conflits ou les divergences inter-Etats, le Malawi a toujours appuyé l'idée de tenir une conférence sur le Moyen-Orient. Nous appuyons donc et approuvons les initiatives actuelles et sommes heureux de noter que, pour la première fois, toutes les parties intéressées ont déclaré qu'elles acceptaient cette conférence. A notre avis, pour que cette conférence proposée sur le Moyen-Orient ait un sens, les éléments suivants, que nous jugeons essentiels, doivent être examinés en détail : premièrement, toutes les parties intéressées, en particulier celles qui sont directement touchées par les questions en jeu, devraient être dûment représentées; deuxièmement, tous les représentants devraient pouvoir participer pleinement aux travaux de la

Mr. Katupola (Malawi)

conférence; et, troisièmement, cette conférence devrait examiner toutes les questions essentielles concernant le conflit arabo-israélien, en tenant compte de tous les aspects du droit international relatifs à ces questions.

Nous pensons que, si toutes les parties intéressées peuvent elles-mêmes faire connaître directement leur point de vue sur toutes les questions pertinentes, la conférence pourra aboutir à un accord par lequel tous se sentiront véritablement et librement liés. Seul un tel accord peut être durable et efficace. Nous espérons donc que les intéressés tiendront dûment compte de ces considérations lorsqu'ils organiseront la conférence régionale de paix au Moyen-Orient.

M. Katopola (Malawi)

La délégation du Malawi regrette que la situation favorable que l'on note dans la sphère politique ne s'accompagne pas d'une tendance semblable dans le domaine économique. L'abîme qui sépare les pays développés du Nord et les pays en développement du Sud s'est creusé.

Parallèlement au fossé qui s'élargit entre le Nord et le Sud, on note l'insuffisance toujours grandissante du courant financier de ressources. Le service de la dette pose encore un autre problème dans les efforts qui sont faits pour mobiliser les ressources afin de soutenir le développement économique. En fait, la situation dans un certain nombre de pays est si désespérée que leur viabilité est devenue douteuse.

Nous avons noté les nouvelles initiatives variées qui ont été prises l'année dernière pour résoudre les problèmes des pays en développement, en particulier les pays les moins développés. Malheureusement, beaucoup d'entre elles, comme plusieurs autres dans le passé, ont été surtout de nature palliative et d'application sélective. En outre, les conditions non économiques qui font partie de certaines de ces initiatives semblent n'être rien de plus qu'une tentative des économies fortes pour contrôler et manipuler les économies plus faibles.

A cet égard, nous voudrions déclarer que, malgré les bonnes intentions de nos partenaires dans le développement, c'est-à-dire les donateurs bilatéraux et les institutions financières multilatérales, le fait de lier l'assistance à des conditions non économiques ne donne pas les meilleurs résultats en termes de croissance économique et de développement. A cet égard, notre expérience au Malawi a montré que chaque fois que ces conditions sont économiques, l'économie réagit positivement et que chaque fois qu'elles sont inéconomiques ou irréalisables, les résultats sont négatifs pour l'économie et le peuple du Malawi.

Ainsi, la délégation du Malawi, tout en appréciant les bonnes intentions de nos partenaires dans le développement, voudrait utiliser cette instance pour leur demander de ne pas négliger nos commentaires et nos objections en ce qui concerne certaines des conditions qu'ils pourraient attacher à leur assistance.

Les pays en développement du Sud veulent être autosuffisants et ne veulent pas dépendre perpétuellement de la bonne volonté et de la charité

M. Katopola (Malawi)

du Nord. Dans un monde de plus en plus interdépendant, ils veulent pouvoir contribuer, en tant que partenaires égaux avec le Nord, au développement mondial.

Afin de réaliser un tel ordre économique, le Sud a besoin d'une assistance urgente et adéquate pour construire des économies durables. Actuellement, il faudrait que le Nord fasse d'autres concessions pour alléger le fardeau de la dette des pays en développement et accorde une assistance financière accrue, y compris le transfert de technologie appropriée vers le Sud. Ces mesures stimuleraient la croissance industrielle, soutiendraient la diversification et amélioreraient la qualité des produits, mais il faut également mettre d'urgence en place un système de commerce international équitable qui assurerait aux produits de base du Sud un meilleur accès aux marchés du Nord et qui assurerait au Sud un système de prix stable et profitable.

La quatrième Stratégie du développement international des Nations Unies adoptée par cette assemblée à sa dernière session constitue un cadre pour un tel système. La Déclaration adoptée par la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée a jeté la base d'un partenariat pratique entre le Nord et le Sud qui pourrait faire une réalité de cet ordre nouveau.

Dans ce contexte, par conséquent, nous pensons que l'échec de l'Uruguay Round qui n'a pas pu conclure ses travaux - à cause de la réticence de certains intérêts du Nord qui n'ont pas voulu accepter des compromis sur un certain nombre de questions clefs, toutes d'intérêt vital pour le Sud -, n'est pas de bon augure pour la réalisation des objectifs de la dernière Stratégie du développement international. Tout aussi déconcertant a été l'échec de l'Assemblée générale à sa quarante-cinquième session, qui n'a pas pu adopter le projet de résolution sur les activités opérationnelles de l'Organisation des Nations Unies pour le développement ou le projet de code de conduite pour les sociétés transnationales. Tous ces faits ont suscité des doutes quant à la viabilité du partenariat dans le développement et ont eu tendance à confirmer les suspicions suscitées par l'échec de la mise en oeuvre du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (PANUREDA), 1986-1990. L'Assemblée examinera plus tard le rapport dans son examen et son évaluation définitifs.

M. Katopola (Malawi)

Ma délégation note avec satisfaction l'initiative opportune prise par l'Organisation des Nations Unies sur une question qui, ces deux dernières années, est devenue une autre source de préoccupation pour les pays en développement. Je veux parler, bien sûr, de la menace de marginalisation qui pèse sur les pays en développement depuis que la communauté des donateurs s'est soudain prise d'affection pour les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est.

A cet égard, nous nous félicitons de la convocation en juillet dernier, à Genève, de la réunion de haut niveau de la deuxième session du Conseil économique et social chargée d'examiner la situation dans le contexte de l'impact qu'a eu l'évolution récente des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier sur la croissance et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique.

La délégation malawienne appuie pleinement la déclaration du Colloque d'Alger de mai 1991, présentée à la réunion à Genève, ainsi que la déclaration faite à la même réunion par le Président du Groupe des 77.

Ma délégation a pris note des assurances données par les pays développés, à savoir que l'aide économique aux pays en développement ne sera en aucun cas réduite à la suite de l'aide octroyée aux Etats d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui ont accédé récemment à la démocratie et à l'économie de marché.

Nous espérons donc que cette session examinera sérieusement toutes ces questions afin de proposer des moyens qui permettront à une véritable coopération économique internationale de devenir une réalité. Cela est très important pour la stabilité politique internationale et la sécurité car, comme le Président du Groupe des 77 l'a dit à la réunion de haut niveau en juillet :

"Sans un ordre économique mondial juste et équilibré ... le monde sera en proie au chaos et aux troubles civils alimentés par la pauvreté et le cynisme politique."

Le Malawi a suivi avec intérêt les travaux préparatoires pour la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) et attend beaucoup du "Sommet de la Terre" qui doit se tenir au Brésil en juin prochain. Etant donné que ce sera peut-être la seule occasion offerte à l'Assemblée générale d'examiner les travaux préparatoires avant la réunion de la Conférence, nous espérons que l'Assemblée la saisira pour veiller à ce que la Conférence parvienne à des résultats durables et pratiques.

M. Katopola (Malawi)

Avant de conclure, je souhaite, au nom du Gouvernement malawien, exprimer notre reconnaissance pour l'assistance que le Malawi continue de recevoir de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions. Elle nous aide grandement dans les efforts que nous faisons dans le domaine du développement social et économique.

M. Katopola (Malawi)

En cette occasion, nous aimerions particulièrement exprimer notre sincère reconnaissance à l'Organisation des Nations Unies ainsi qu'aux donateurs bilatéraux et autres institutions internationales pour leurs contributions généreuses et opportunes, qui ont grandement facilité la fourniture de secours d'urgence aux victimes des graves inondations qui ont touché plusieurs parties de notre pays au début de cette année. Plus de 500 personnes ont péri lors de ces inondations tandis que des milliers d'autres ont perdu leurs maisons et leurs biens, y compris les récoltes de cette année. Le Gouvernement et le peuple du Malawi sont extrêmement reconnaissants de l'aide qu'ils ont reçue.

Pour terminer, nous croyons comprendre que M. Javier Pérez de Cuéllar n'aurait pas l'intention de présenter à nouveau sa candidature au poste de Secrétaire général. Au nom du Gouvernement et du peuple du Malawi, je voudrais lui rendre hommage pour les succès remportés par notre organisation sous sa direction. Il ne fait aucun doute que l'histoire saura, mieux que quiconque, tenir compte de la contribution qu'il a personnellement apportée à la promotion de la paix et de la sécurité internationales durant ces 10 dernières années. Nous le félicitons pour un travail bien fait et lui souhaitons plein succès dans tous ses projets futurs.

M. MOCUMBI (Mozambique) (interprétation de l'anglais) : La présence de l'Ambassadeur Shihabi à la tête des travaux de la présente session coïncide avec une conjoncture internationale particulièrement critique. Qu'il me soit permis de lui exprimer mes félicitations à l'occasion de son élection à la présidence de l'Assemblée. Je suis tout à fait certain que, sous sa direction compétente, nos délibérations seront couronnées de succès. Qu'il me soit également permis d'exprimer à son prédécesseur, M. Guido de Marco, ma reconnaissance la plus sincère pour la façon remarquable dont il a dirigé les travaux de la précédente session.

Je voudrais également féliciter le Secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, de la manière avisée avec laquelle il a présidé aux destinées de notre organisation dans la recherche de solutions aux problèmes politiques, économiques et sociaux partout dans le monde.

Nous félicitons chaleureusement la République populaire démocratique de Corée, la République de Corée, la République des Iles Marshall, les Etats fédérés de Micronésie, la République d'Estonie, la République de Lettonie et

M. Mocumbi (Mozambique)

la République de Lituanie de leur admission dans la famille des Nations Unies. Leur présence parmi nous renforce le caractère universel de notre organisation et stimule les idéaux de démocratie, de paix, de justice et de liberté consacrés dans la Charte.

Il n'y a pas si longtemps encore, les divisions entre l'Est et l'Ouest avaient créé un monde caractérisé par un climat de tension, d'affrontement, de méfiance et une psychose de la guerre dans les relations internationales. Toutefois, nous vivons maintenant dans un monde où la fin de la polarisation et de l'affrontement - nés des divergences idéologiques entre superpuissances - offre à la communauté internationale d'excellentes occasions de conjuguer ses efforts dans la recherche de solutions adéquates aux nombreux défis auxquels l'humanité continue d'être confrontée.

Cette situation se reflète dans le rôle toujours croissant joué par les Nations Unies et la véritable participation de l'Organisation aux efforts déployés pour renforcer le climat de détente et de dialogue qui règne actuellement.

Nous notons avec satisfaction et un sentiment d'espoir renouvelé que l'entente politique à laquelle sont parvenus les Etats-Unis et l'Union soviétique a déjà contribué, dans un laps de temps relativement court, à la solution concrète de problèmes complexes qui, pendant de nombreuses années, ont été une pomme de discorde entre les superpuissances - problèmes dont les incidences négatives se sont répercutées sur la scène internationale.

C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus que ce climat de compréhension contribuera de façon déterminante à l'exploration de nouveaux horizons dans la recherche d'un règlement aux problèmes internationaux pour lesquels on n'a toujours pas trouvé de solution satisfaisante. Nous continuons d'être préoccupés par des questions telles que le renforcement de la paix et de la sécurité internationales, le processus du désarmement, la crise de la dette extérieure ainsi que par des questions telles que le développement et la protection de l'environnement, le renforcement de la démocratie, la promotion des droits de l'homme, le phénomène des réfugiés et des personnes déplacées, la lutte contre le terrorisme et le trafic illicite des stupéfiants, pour n'en citer que quelques-unes.

M. Mocumbi (Mozambique)

Pour une génération qui a vécu avec le spectre de la guerre, la fin de l'affrontement Est-Ouest est un motif de réjouissance et d'encouragement. Ce n'est pourtant là que la première étape du long chemin conduisant à la paix, à la coopération, au progrès et à la prospérité, auxquels nous aspirons tous. C'est pourquoi nous suivons avec un vif intérêt les efforts et les initiatives en cours, qui visent à trouver une solution à plusieurs conflits régionaux. S'agissant du Moyen-Orient, par exemple, mon gouvernement appuie et encourage les démarches entreprises actuellement en vue de la convocation d'une conférence internationale de paix dans la région. Nous pensons que des efforts comparables devraient également être entrepris en vue de trouver rapidement une solution aux conflits au Sahara occidental, au Cambodge, en Afghanistan, au Timor oriental et partout ailleurs où des conflits continuent de faire rage. L'expérience récente de la crise du Golfe montre clairement que des solutions adaptées aux différents problèmes touchant la paix et la sécurité internationales dans le monde peuvent être trouvées.

Comme l'a dit le Président de la République du Mozambique, M. Joaquim Alberto Chissano, dans son allocution à la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, l'année dernière, la coopération, la solidarité et l'apparition d'un nouveau consensus au niveau de la communauté internationale constituent les exemples les plus frappants de la dimension universelle de notre organisation. Il a poursuivi en disant :

"Nous estimons que cette nouvelle tendance dans les relations internationales doit non pas servir à gérer des crises particulières, mais servir de ligne de conduite systématique pour faire face aux innombrables défis qui confrontent le monde...". (A/45/PV.13, p. 52)

La fin de la guerre froide offre aux pays du Nord et du Sud de solides possibilités de travailler ensemble à la réalisation d'un programme commun axé sur le règlement des problèmes urgents que connaissent les pays en développement. Profitons de la situation politique actuelle pour élaborer des solutions appropriées aux problèmes de la faim, de l'ignorance, de la pauvreté et de la misère, qui constituent des sources potentielles de conflit dans les pays en développement. Tout nouveau retard dans le règlement de ces problèmes risque de compromettre les efforts faits actuellement dans les pays en

M. Mocumbi (Mozambique)

développement en faveur du processus de démocratisation. Nous sommes convaincus qu'on ne peut instaurer une véritable démocratie dans un monde où 15 % de la population consomme 70 % de la production totale, un monde où 1,5 milliard d'individus n'ont pas accès aux soins de santé primaire et où les niveaux d'analphabétisme sont dramatiquement élevés, pour ne citer que quelques exemples.

M. Mocumbi (Mozambique)

Sud-Africains, nous lançons un appel au Gouvernement sud-africain pour qu'il assume ses responsabilités en mettant fin aux violences qui se sont intensifiées ces derniers mois.

A notre avis, l'Accord de paix national du 14 septembre 1991, signé par le Gouvernement et les principales organisations politiques du pays, représente un instrument précieux qui vise à assurer l'arrêt des violences et à réunir les conditions propices au libre exercice des activités politiques en Afrique du Sud. A cette fin, nous prions instamment la population sud-africaine tout entière de demeurer très vigilante de façon à contrecarrer toutes les actions de force tendant à perpétuer le système de l'apartheid afin de défendre ses privilèges, au détriment du bien-être et de la réconciliation de la société sud-africaine tout entière.

La stabilité politique d'une société démocratique et non raciale en Afrique du Sud est essentielle pour la paix, la stabilité, le progrès et la coopération dans la région. Des mesures de confiance et des mécanismes de sécurité collective doivent être envisagés pour prévenir tous nouveaux conflits dans la région.

La région de l'Afrique australe dispose d'un potentiel économique colossal, grâce auquel elle peut devenir, dans un proche avenir, un marché régional important et un partenaire de poids dans ses relations commerciales avec d'autres régions.

La guerre au Mozambique continue de gravement préoccuper mon gouvernement. Le Mozambique n'a pas connu la paix depuis plus d'une décennie. C'est le résultat d'une guerre qui a été imposée au pays. L'année dernière le Président de la République de Mozambique a pu informer l'Assemblée du commencement de négociations directes à Rome entre le Gouvernement et la RENAMO. La fin des violences, l'instauration de la paix et la normalisation des conditions de vie de chaque Mozambicain demeure la principale priorité du Gouvernement mozambicain.

Le Gouvernement a accepté d'entamer un dialogue direct, convaincu de la volonté de l'autre partie d'accepter un minimum de principes de base. C'est dans ce contexte que sept séries de négociations ont eu lieu depuis 1990. Les négociations ont été difficiles et lentes. Sur les sept séries de négociations, seul un accord partiel de cessez-le-feu concernant les couloirs

M. Mocumbi (Mozambique)

Nous souscrivons donc à l'évaluation du Secrétaire général, contenue dans son dernier rapport sur les travaux de l'Organisation, selon laquelle la relance du dialogue Nord-Sud est plus impérative que jamais. Nous estimons que ce dialogue doit accorder la priorité à la question de la dette extérieure, aux problèmes des négociations de l'Uruguay Round et à la question du transfert de ressources financières et technologiques vers les pays en développement.

La dégradation de l'environnement et du système écologique a fait l'objet d'une attention accrue de la part de la communauté internationale. La coopération internationale dans la recherche de mesures et de politiques mondiales sur le sujet peut offrir des solutions efficaces aux problèmes de la préservation de l'environnement. Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes quant au succès de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui doit avoir lieu au Brésil en juin 1992. Nous espérons que cette conférence historique jettera les bases d'une coopération fructueuse entre les nations en vue de solutions globales adéquates aux problèmes écologiques qui menacent la survie de l'humanité. Nous espérons que la Conférence permettra de mettre en relief des positions communes vis-à-vis des responsabilités et des capacités de chaque Etat ainsi que des différents problèmes économiques liés à la question de l'environnement.

Les vents du changement qui soufflent en Afrique australe font naître l'espoir d'un avenir de paix, de démocratie et de justice sociale dans la région. En cette occasion, nous tenons à saluer les efforts qui ont permis la signature au Portugal, le 31 mai 1991, des Accords de paix d'Angola. La signature de ces accords signifie la fin d'un conflit prolongé, qui a semé la mort et la destruction en Angola pendant 17 ans.

La République du Mozambique - et la communauté internationale tout entière - suit avec un très vif intérêt l'évolution de la situation en Afrique du Sud. L'élimination des piliers de l'apartheid suscite un climat d'espoir et constitue un événement politique majeur dans le contexte de l'édification d'une société démocratique, unie et non raciale en Afrique du Sud. Cependant, cette évolution n'a pas été accompagnée de mesures similaires en vue de l'instauration d'un climat propice au libre exercice des activités politiques dans ce pays. Dans l'intérêt de la paix et de l'harmonie entre tous les

M. Mocumbi (Mozambique)

Cela dit, je tiens à répéter qu'il n'y a plus aucune raison pour que la guerre au Mozambique se poursuive. En fait, toutes les forces politiques du pays, y compris la RENAMO, peuvent poursuivre et défendre leurs objectifs politiques et chercher à accéder au pouvoir par un vote populaire et sans recourir à la violence.

Sur le plan économique, la mise en oeuvre du programme de redressement économique et social pâtit des incidences directes de conditions internationales défavorables, qui se traduisent par une stagnation de nos relations économiques avec certains de nos partenaires traditionnels et par une augmentation des prix du pétrole sur le marché international.

M. Mocumbi (Mozambique)

Cette situation exigeait l'adoption de mesures d'austérité draconiennes de la part du Gouvernement. Cependant, malgré les effets de la guerre et autres contraintes économiques, les niveaux de croissance économique continuent d'être en hausse en 1990, bien que le taux de croissance de l'année dernière ait été relativement inférieur aux niveaux enregistrés entre 1987 et 1989, lorsque la croissance se chiffrait en moyenne à 5 %. La principale restriction au développement économique et social continue d'être due aux actes de déstabilisation au moyen d'armes et à l'instabilité sociale qui en découle.

En conséquence, des milliers de paysans continuent d'être forcés à abandonner leurs foyers et terres d'origine et de trouver refuge sur des terres éloignées. Cela aggrave le sentiment d'urgence et entrave le développement de l'économie rurale qui ne peut plus répondre de façon satisfaisante aux incitations économiques du Gouvernement.

Le République du Mozambique tient à saisir cette occasion pour rendre hommage et adresser sa reconnaissance à la communauté internationale pour les secours d'urgence et l'aide humanitaire qu'elle a accordés aux populations frappées, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en réponse aux appels lancés par le Gouvernement et par le Secrétaire général.

Cependant, même avec la fin de la guerre et le rétablissement de la paix au Mozambique, les besoins du pays en matière d'assistance humanitaire, technologique et financière vont sûrement augmenter. La normalisation de la vie, la réinsertion sociale des enfants et des adultes traumatisés par la guerre, la reconstruction et la relance de l'économie et des infrastructures sociales qui assurent le développement du pays, exigeront d'énormes courants de ressources financières et technologiques, nécessitant une planification précise. A l'échelon national, le Gouvernement a déjà créé une commission spéciale chargée de la préparation et de la coordination du plan de reconstruction nationale, de réhabilitation et de réinsertion des personnes déplacées. Pour ce faire, compte tenu de la situation actuelle, le pays dépendra également de la précieuse assistance de la communauté internationale, qui est indispensable pour que soient fructueux les efforts faits pour parvenir à la reconstruction nationale en période d'après guerre.

M. Mocumbi (Mozambique)

Plus que jamais nous sommes convaincus que l'Organisation des Nations Unies a la capacité et les possibilités d'être l'instance idéale et privilégiée pour l'harmonisation de tous les intérêts de toutes les nations du monde. Nous espérons que les changements politiques positifs en cours dans les relations internationales seront le catalyseur qui permettra de façonner un nouveau monde de paix, de prospérité et de coopération entre les nations. En tant que représentants d'un pays épris de paix qui a connu les horreurs de la guerre, nous envisageons l'avenir avec un optimisme renouvelé.

La séance est levée à 17 h 55.